RAPPORT
D'ACTIVITÉS

2020

APPROUVÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 21 SEPTEMBRE 2021

L'INSTITUT
PARIS
REGION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Fouad Awada

DIRECTRICE DE LA COMMUNICATION

Sophie Roquelle

RÉDACTION

Marie-Anne Portier

DIRECTION ARTISTIQUE

Olivier Cransac

MAQUETTE

Agnès Charles

MÉDIATHÈQUE/PHOTOTHÈQUE

Inès Le Mélédo, Julie Sarris

FABRICATION

Sylvie Coulomb

RELATIONS PRESSE

Sandrine Kocki

sandrine.kocki@institutparisregion.fr

REPROGRAPHIE

Jean-Paul Martinez

Septembre 2021

ISSN 1263-2430

ISSN ressource en ligne 2262-2551

ISBN 978-2-7371-2265-1

© L'Institut Paris Region

Tous droits de reproduction,
de traduction et d'adaptation réservés.

Les copies, reproductions, citations
intégrales ou partielles, pour utilisation
autre que strictement privée

et individuelle, sont illicites sans
autorisation formelle de l'auteur
ou de l'éditeur.

La contrefaçon sera sanctionnée
par les articles 425 et suivants du code
pénal (loi du 11-3-1957, art. 40 et 41).

Dépot légal : 3^e trimestre 2021.

L'Institut Paris Region

15, rue Falguière

75740 Paris Cedex 15

01 77 49 77 49

www.institutparisregion.fr

ÉDITO

L'ANNÉE COVID

Pour L'Institut, l'année 2020 aurait pu être festive, celle de la célébration de ses 60 ans. Malgré l'expérience de ces *Six décennies d'anticipation*, exposées dans l'album anniversaire paru en décembre dernier, il n'aura rien venu venir. L'histoire retiendra que l'année 2020 aura été celle de la sidération devant la pandémie de Covid-19, avec son terrible bilan de plus de 3 millions de morts dans le monde selon l'OMS. La France fut confinée pour la première fois à la mi-mars jusqu'à l'été puis à nouveau en novembre. L'obligation de distanciation physique fut instaurée tout au long de l'année. Le télétravail, les téléconsultations, le télé-enseignement, les achats en ligne, connurent une croissance exponentielle.

Mais à l'échelle de l'entreprise et de l'association, 2020 fut aussi celle de la mobilisation et de l'adaptation, celle de l'engagement et de la réactivité. L'Institut Paris Region a dû, comme toutes les autres entreprises et administrations, poursuivre ses activités. Il s'est rapidement adapté au travail à distance ; il s'est engagé dans la lutte contre la pandémie en autorisant les deux médecins de son département Santé, l'ORS, à rejoindre les équipes terrain de l'ARS sur leur temps de travail ; il a bousculé son programme de travail pour documenter la situation inédite qui se mettait en place, tout en veillant à réaliser la majeure partie de ses engagements de l'année.

Observateur attentif des dynamiques à l'œuvre sur le territoire, L'Institut a été parmi les premiers pourvoyeurs de connaissances sur les modifications des comportements et des aspirations des Franciliens, grâce à une enquête dont les résultats furent publiés en juin ; il a porté son aide à la Région dans l'élaboration du plan RERV ; il a été le seul à publier les courbes d'évolution des déplacements par mode en Île-de-France ; il a, à travers l'ORS appuyé par ses autres équipes, mis en lumière les inégalités devant la pandémie, exploré la notion de travailleurs essentiels, et publié une série d'articles, « Les chroniques des confins », qui ont tenté de saisir les multiples impacts à moyen et long termes de la crise sanitaire.

Le présent rapport d'activités porte l'empreinte de cette situation inédite, même s'il montre que les autres travaux de l'Institut, prévus à son programme de l'année, ont été très largement réalisés et leurs échéances respectées. Pour exemple, les six ateliers ZAN (zéro artificialisation nette), contraints de passer du mode conférence au mode visio, ont su rassembler chaque fois près de 300 participants, pour faire vivre cet objectif majeur : la transformation écologique de l'Île-de-France.

Fouad AWADA
Directeur général

SOMMAIRE

URBANISME ET TRANSPORTS	6
Aménagement et foncier	7
Mobilités et transport	9
Territoires	11
ENVIRONNEMENT	14
Ressources naturelles, agricoles et biodiversité	15
Transition énergétique et urgence climatique	16
ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ	18
Développement économique	19
Habitat et population	21
Santé	22
Sécurité	24
Sport	25
FORMATION, CARTES ET DONNÉES, COMMUNICATION	26
Formation et recherche	27
Géomatique et représentations de la donnée	28
Communication et documentation	29
VIE DE L'ENTREPRISE	30
LISTE DES PUBLICATIONS	32
Les rapports d'études	32
<i>Les Cahiers</i>	32
<i>Les Carnets pratiques</i>	32
<i>Note rapide</i>	32
<i>Focus Santé</i> de l'ORS	33
<i>#sportinnov</i>	33
Les chroniques et articles web	33
Chiffres clés/Key Figures	33
Synthèses, actes de conférences et débats	33
Fiches et fascicules AREC	33
HORS PROGRAMME PARTENARIAL	34
LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION	35

URBANISME ET TRANSPORTS

De la définition du projet urbain à la planification intégrée, stratégique et réglementaire, L'Institut intervient sur tous les fronts de l'aménagement et à toutes les échelles territoriales. Il accompagne les collectivités dans leurs évolutions spatiales et institutionnelles: analyses foncières, études paysagères ou patrimoniales, mobilités et infrastructures de transports, gouvernance et finances locales, orientations stratégiques...

AMÉNAGEMENT ET FONCIER

OBJECTIF ZAN

L'urbanisation croissante constitue l'un des principaux déterminants du changement climatique et du déclin de la biodiversité. L'objectif « Zéro artificialisation nette » (ZAN), énoncé en 2011 par l'Union européenne à l'horizon 2050, et posé en France par le Plan biodiversité de 2018 est issu d'une préoccupation ancienne de limitation de la consommation d'espaces, renouvelée par la recherche de compensations pour équilibrer le bilan. Aujourd'hui, le chemin semble encore long à parcourir, même si l'Île-de-France apparaît relativement vertueuse dans le concert des régions françaises. Malgré un ralentissement sur la période récente (2012-2017), la consommation d'espace s'élève encore à 590 ha/an en moyenne, principalement sur des terres agricoles. Quels modèles d'aménagement plus respectueux des sols pourrait-on privilégier ? À quelles échelles et quelle échéance ? Afin de structurer la démarche francilienne, L'Institut a organisé, en lien étroit avec la Région, un cycle de six ateliers de janvier à juin 2020 (deux en présentiel, quatre en webinaires), afin de partager les connaissances, les expériences et les questionnements. Ces ateliers, appuyés par la publication de six bibliographies, huit *Note Rapide*, la réalisation d'interviews, de diaporamas et de synthèses, ont été l'occasion de construire un vocabulaire commun autour de la lutte contre l'artificialisation des sols et la mise en œuvre de l'objectif ZAN.

Les séances demeurent disponibles en replay. L'Institut a par ailleurs encadré un atelier de master 2 sur le ZAN auprès de l'École d'urbanisme de Paris (EUP), ainsi qu'un M1 sur la problématique de la densification des bourgs, villages et hameaux de la grande couronne. Dans le cadre du groupe de travail sur l'observatoire régional des espaces naturels, agricoles et forestiers, une étude a également été produite visant à appréhender l'efficacité des extensions résidentielles en Île-de-France. Elle a permis d'identifier les leviers à actionner afin de tendre vers une production de logements plus en phase avec l'objectif ZAN. L'étude fera l'objet d'une publication du GT Orenaf sur la consommation d'espace, à paraître en 2021.

LES FRICHES FRANCIENNES

L'Institut mène une veille active sur la diversité des friches — urbaines, agricoles, commerciales — et leurs valorisations potentielles. En 2020, il s'est fortement mobilisé sur le sujet en appuyant la Région dans la mise en œuvre d'un plan régional en faveur de la reconversion et de la reconquête de ces friches, à la faveur de zones vertes (potentiellement des compensations écologiques) ou de constructions de logements, d'activités ou d'équipements, en accord avec l'objectif « zéro artificialisation nette ».

Il a participé à l'examen des candidatures de l'AMI « Reconquérir les friches franciliennes » et à l'accompagnement des projets par des propositions programmatiques et opérationnelles...

Deux « marathons » internes, organisés en vue d'identifier et de répertorier les friches à l'échelle régionale ont permis de constituer une base de données innovante sur le sujet.

DIAGNOSTIC DE L'ÎLE-DE-FRANCE

Dans le cadre du programme opérationnel régional des fonds européens et en amont de la préparation du contrat de plan État-Région (CPER), la Région a confié à L'Institut la réalisation d'un diagnostic de l'Île-de-France se rapportant aux domaines qui pourraient faire l'objet d'une contractualisation : les transformations de l'économie, les enjeux environnementaux, l'amélioration de la mobilité et de la connectivité régionale aux TIC, la cohésion sociale. Ce document, réalisé avant la pandémie de Covid-19, met en évidence des marqueurs structurels qui restent questionnables au regard de la crise sanitaire et de ses répercussions (relance économique, transition écologique, équilibre entre les territoires, égalité des chances).

TABLEAU DE BORD DES PROJETS D'AMÉNAGEMENT

En 2020, L'Institut a fait évoluer sa carte collaborative de suivi des projets d'aménagement (Wikimap Projets), vers un tableau de bord interactif, alliant cartographie, infographies et récits. Il recense près de 1 800 secteurs, renseignés avec une quarantaine de champs descriptifs, à l'échelle intercommunale. Les données, téléchargeables en open data,

SDRIF : préparatifs de la révision

Une analyse du chaînage SDRIF/SCOT/PLU(i) a été initiée, sur la base d'un échantillon de documents d'urbanisme locaux, afin d'identifier les leviers et freins de la mise en œuvre et d'adapter les orientations réglementaires et les actions d'accompagnement lors de la future révision du schéma directeur régional. Par ailleurs, un benchmarking a permis de nourrir la réflexion sur l'évolution du traitement cartographique dans le souci d'une meilleure appropriation publique.

Zoom sur les ITI

L'Institut a mené pour la Région une évaluation qualitative portant sur la mise en œuvre des investissements territoriaux intégrés (ITI). Ces travaux ont abouti à un rapport de synthèse, complété par des monographies sur huit des quinze territoires franciliens porteurs de ce dispositif (Melun Val de Seine, Saint-Quentin-en-Yvelines, Grand Paris Seine & Oise, Grand Paris Sud Est Avenir, Vallée Sud Grand Paris, Cœur d'Essonne, Est Ensemble, Grand Paris Grand Est). Cette évaluation a permis d'élaborer des recommandations pour la prochaine période de programmation 2021-2027.

Outils de suivi foncier

L'Institut a continué en 2020 à perfectionner les outils de suivi foncier en s'appuyant sur la connaissance des permis de construire (base DRIEA) pour mieux cerner les dynamiques dans le diffus, en développant un MOS plus précis concernant les espaces publics et donc les possibilités de désartificialisation, ou encore, avec la livraison de la base des tissus urbains franciliens (TUF) qui peut être croisée avec d'autres bases de suivi.

sont mises à la disposition des collectivités, des professionnels de l'aménagement et du public. Ce nouvel outil fournit des éléments essentiels pour répondre aux besoins de logements, développer l'emploi et les activités, programmer des équipements et des espaces publics, tout en favorisant la mutation de la ville sur elle-même et en évitant d'accroître l'artificialisation des sols.

URBANISME TRANSITOIRE

L'Institut a apporté son appui à la Région lors des appels à projets de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) sur l'urbanisme transitoire en participant au comité technique (analyse des dossiers) et au jury. Le rapport d'évaluation du dispositif régional, retardé par la crise sanitaire, sera finalisé en 2021. La phase préparatoire, conduite durant le dernier trimestre 2020, a permis de rédiger une note de cadrage, définir les questions évaluatives, conduire les premiers entretiens et recueillir l'avis des lauréats sur certaines pistes d'évolution du dispositif. Un webinaire a par ailleurs été organisé sur les actions régionales en ce domaine. Une storymap, consultable sur le site de

L'institut, expose la diversité des projets mis en place, les caractéristiques du paysage francilien en la matière ainsi que les grandes tendances qui semblent irriguer ces pratiques en 2020. Mêlant récits, cartographies, infographies et photographies, ce travail repose sur une collecte de données, un état de l'art des articles académiques et études, mais également sur la participation à différents groupes de travail, événements, rencontres ayant trait à l'urbanisme transitoire.

LES 100 QIE

L'Institut a apporté son appui à la Région lors des différents appels à projets du dispositif 100 quartiers innovants et écologiques : analyse des dossiers de candidatures et participation aux comités techniques. En parallèle, il a continué à suivre les démarches nationales et internationales, en recueillant des exemples de bonnes pratiques et en enrichissant le site internet dans son nouveau volet dédié aux quartiers durables.

Une *Note rapide* (n° 873) a par ailleurs été publiée sur les nouvelles pratiques de l'aménagement et nouvelles formes urbaines et architecturales les mieux

adaptées aux défis de la transition écologique.

UNE PLATE-FORME « PRIF »

Dans le cadre du renouvellement de la convention quinquennale entre la Région et l'Agence des espaces verts, L'Institut a mené en 2020 une mission d'accompagnement stratégique, qui doit permettre à la Région et l'AEV de positionner au mieux les futures interventions et créations de périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF).

L'objectif était de co-construire et de faire évoluer une plate-forme informatique multicritères d'aide à la décision en matière d'extension ou de création de nouveaux PRIF. Un focus a été porté sur le développement de l'offre en espaces verts publics pour la réduction de la carence en espaces verts au travers de l'action de l'AEV. La construction de cette plate-forme a mobilisé, outre l'équipe-projet de L'Institut, l'ensemble des chargés de mission territoriaux de l'AEV, ainsi que des géomaticiens de part et d'autre.

RÉALITÉ MULTIPLE DES FRANGES FRANCILIENNES

L'Institut Paris Region, en partenariat avec l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), a organisé un webinaire portant sur les réalités des franges franciliennes en 2020. Ces territoires situés en limite de l'Île-de-France, difficiles à appréhender dans leurs contours géographiques, recouvrent des réalités diverses en termes de dynamiques de développement, de fonctionnement, de modes de vie, et revêtent un caractère stratégique pour l'aménagement sobre et solidaire de demain.

Une étude parue en 2019 montre que, depuis plusieurs années déjà, les villes petites et moyennes des franges de l'agglomération parisienne connaissent une forme de renaissance. Dans une *Note rapide* (n° 846) de 2020, L'Institut prolonge sa réflexion. Avec la crise sanitaire du Covid-19, les territoires ruraux, synonymes d'espace et d'une meilleure qualité de vie, ont consolidé leur capital de désirabilité auprès de nombreux Grands Parisiens qui s'y sont réfugiés. L'attrait pour les villes petites et moyennes « à moins d'une heure de Paris », qui assurent le rôle de centralité de ces espaces, va-t-il s'en trouver renforcé ?

MOBILITÉS ET TRANSPORT

PLAN VÉLO ET RERV

Le plan vélo s'est enrichi en 2020 d'un projet de RER V(élo). En 2019, l'Île-de-France était couverte par plus de 5 800 km de voiries cyclables, dont 1 860 km de pistes, réalisées au fil des années par les collectivités locales en charge de voirie : départements, intercommunalités et communes, ainsi que l'État. La Région Île-de-France annonçait, en avril 2020, son soutien (300 millions d'euros) à la proposition faite par le collectif Vélo Île-de-France pour la création d'un réseau structurant à haut niveau de service, afin d'offrir une alternative nouvelle à une partie des usagers de la voiture et des transports en commun. Sa réalisation s'est amorcée rapidement sous la forme de pistes cyclables temporaires, au moment où la crise sanitaire nécessitait de limiter la fréquentation des transports en commun. Ce projet a été élaboré avec l'appui technique de L'Institut : analyse des différentes lignes, apport statistique et cartographique, support numérique (appli web), expertise lors des réunions et comités techniques. L'Institut a également mené à bien la relecture du référentiel technique rédigé par le Cerema Île-de-France.

FRET ET LOGISTIQUE

L'Institut accompagne la Région dans le suivi de la mise en œuvre de la stratégie fret et logistique en Île-de-France visant à concilier attractivité économique et exemplarité environnementale.

L'appel à manifestation d'intérêt « Accompagnement des territoires », lancé en janvier 2020 invite les acteurs publics et privés à se concerter pour aboutir à des projets concrets de logistique urbaine innovants, vertueux et responsables.

L'Institut a auditionné aux côtés de la Région plusieurs groupements retenus sur la thématique « données innovantes ».

Trois *Note rapide* (n° 851, 853 et 857) ont par ailleurs été publiées sur le transport fluvial, dont une sur les bateaux autonomes.

TABLEAU DE BORD DE LA MOBILITÉ

Dans un contexte de crise sanitaire qui perdure, avec des impacts considérables sur les activités économiques et sociales, le besoin d'indicateurs devient essentiel afin de suivre et d'analyser le comportement des usagers des différents modes de transport. En novembre 2020, L'Institut Paris Region a lancé un tableau de bord mensuel de suivi de la mobilité par mode et par motif. Cette démarche de collecte, d'analyse et de partage d'un large panel de données réactualisées régulièrement est unique en Île-de-France. Circulation routière, covoiturage, transports en commun, vélo, trafic aérien, motifs de déplacement : les données d'usage existent, mais ne sont pas toujours facilement accessibles, ou n'ont pas encore été traitées. Elles sont

Mobilité GNV

L'Institut continue de suivre l'installation des bornes de recharge GNV en Île-de-France, utilisées principalement par les poids lourds. Nous avons aussi étudié le potentiel du GNL comme carburant propre pour le transport fluvial.

Chèque mobilité en milieu rural

L'Institut a apporté un appui technique à la Région sur un projet de chèque mobilité facilitant la mobilité des personnes les plus démunies résidant en milieu rural. L'identification, la quantification et la localisation de cette population ont été effectuées par une analyse multicritères.

plus difficiles à collecter que les données d'offre. Le tableau de bord vise à faciliter leur utilisation. L'Institut les collecte mensuellement, en « quasi-temps réel », afin de les traiter et de les partager sous la forme de graphiques interactifs, accompagnés de commentaires concis. Les données utilisées proviennent de la sphère open data, de plates-formes en ligne ou de partenaires de L'Institut.

LE LISSAGE DE PICS

La Région a lancé une politique d'étalement de la demande de déplacements sur les périodes de pointe du matin (7 h-10 h) et du soir (17 h-20 h). Trois pôles font l'objet d'actions concrètes : la Défense, Grand Paris Sud (Évry) et la Plaine Saint-Denis. L'Institut a été missionné par la Région pour évaluer les résultats de ces actions en collectant et comptabilisant le trafic routier et le nombre d'entrants-sortants des gares à partir de capteurs dédiés.

VOIES RAPIDES ET RN 118

L'Institut participe au comité stratégique sur l'évolution des voies rapides créé par l'État en septembre 2019. Il poursuit également ses travaux dans le cadre de la consultation internationale sur le devenir des voies rapides et du périphérique (Routes du futur du Grand Paris) lancé par le Forum métropolitain du Grand Paris en 2018. Fin 2020, une étude a été lancée sur le

cas de la RN 118 en partenariat avec un bloc de collectivités locales (CD 91, CA Plateau de Saclay, Versailles Grand Parc et l'EPAPS) et en concertation avec la Région, IDFM et la DIRIF. L'étude se poursuit en 2021.

MASS TRANSIT ET PÔLES D'EMPLOIS

En Île-de-France, près de sept emplois sur dix se concentrent sur 6 % du territoire. Cette polarisation géographique s'accélère depuis 20 ans et affecte l'exploitation des transports ferrés du quotidien, autrement dit le mass transit. En partenariat avec SNCF Transilien, L'Institut approfondit depuis 2019 sa connaissance sur les actuels et futurs pôles d'emploi régionaux. Cette collaboration permet de mieux répondre aux besoins de déplacements des actifs et d'anticiper les éventuelles saturations du réseau ferroviaire aux heures de forte fréquentation. Sept portraits de pôles d'emploi majeurs ont été dressés, chacun faisant l'objet d'un diaporama mis en ligne sur le site de L'Institut : Orly-Rungis, Roissy, Boucle nord, Plaine Commune, Saint-Quentin-en-Yvelines, Boulogne-Issy, La Défense-Neuilly. La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a fait chuter durant plusieurs mois la fréquentation des réseaux de transports en commun franciliens. À l'heure de la relance économique, leur soutien par les pouvoirs publics et le

maintien des investissements engagés sont plus que jamais indispensables au développement d'une Île-de-France attractive, compétitive et durable. Deux *Note rapide* ont été publiées sur le sujet (n° 864 et 880).

CLEANMOBILEENERGY

2020 a été la troisième année de ce projet européen dans le cadre du programme Interreg Europe du Nord-Ouest, remporté en 2017 avec dix partenaires européens. Quatre villes pilotes (Nottingham, Arnheim, Schwabish Gemund et Stuttgart) mènent une expérimentation de *smart grids* couplés à un usage de mobilité électrique. Ce projet répond aux impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre fixés par l'UE à horizon 2030-2050. Une *Note rapide* a été publiée sur la synergie entre *smart grid* et mobilité électrique.

NOUVELLES MOBILITÉS

Les nouvelles mobilités du quotidien font l'objet de toutes les attentions des acteurs des transports. Elles recouvrent des pratiques de déplacement observées depuis 2010 telles que le covoiturage, l'autopartage, les VTC de type Uber, les vélos et autres scooters en libre-service, les navettes autonomes, la marche augmentée telle que la trottinette électrique. L'Institut Paris Region, en partenariat avec la Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA), a souhaité compléter l'état des connaissances sur les nouveaux usages des mobilités partagées par une approche qualitative, complémentaire des enquêtes quantitatives existantes. Un rapport sur les services de mobilité en free-floating et des retours d'usagers a été publié en septembre 2020.

TERRITOIRES

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

La Métropole du Grand Paris est un partenaire majeur et adhérent de l'Institut. La convention actuelle porte sur les années 2019-2021. Le partenariat 2020 a permis la poursuite des travaux structurants engagés sur plusieurs années, au premier titre desquels figure l'assistance à l'élaboration du schéma de cohérence territorial métropolitain.

En 2020, les travaux sur le projet de Scot ont principalement porté sur les réflexions autour de la pleine terre, l'adaptation de l'échelle des cartes stratégiques, l'ajout dans le document d'orientations et d'objectifs de prescriptions en matière de santé et l'apport d'explications techniques et juridiques lors des échanges de la Métropole du Grand Paris avec l'État.

Dans le cadre des travaux réalisés pour la MGP et des partenariats avec les établissements publics territoriaux de bassin — EPTB (Seine Grands Lacs et Oise-Aisne), un approfondissement des connaissances sur les tissus urbains renouvelés en zone inondable et de leurs incidences en matière de vulnérabilité a été engagé.

Par ailleurs, L'Institut a réalisé, en lien avec l'Agence régionale de santé, un diagnostic « Santé et résilience », pour la MGP en vue d'adapter certaines de ses politiques à l'aune de la crise sanitaire.

EPT ET EPCI

L'Institut appuie régulièrement les établissements publics territoriaux (EPT) et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) franciliens dans leurs projets de territoires et stratégies urbaines. En 2020, il a poursuivi les travaux sur le Parc des hauteurs avec Est Ensemble, l'étude foncière sur Vallée sud Grand Paris, appuyé Grand Paris Grand Est dans ses réflexions sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) de son plan local d'urbanisme en cours d'élaboration et réalisé un portrait pour la révision du projet de territoire de Saint Germain Boucles de Seine.

Pour valoriser l'étude sur les opportunités d'aménagement cycles-piétons sur les affluents de la Seine dans le cadre de la convention avec le département de l'Essonne, une « storymap » sur la vallée de l'Orge a été réalisée en 2020.

Cette mise en récit permet de découvrir à travers des exemples représentatifs la continuité écologique devenue un véritable lien territorial et social et un enjeu de reconquête écologique pour l'Île-de-France.

L'Institut a également signé de nouvelles conventions avec les territoires, dans le cadre de leur adhésion à L'Institut ou sous une autre forme.

GPE ET GRANDE COURONNE

Les premiers résultats de l'étude réalisée en partenariat avec la Société du Grand Paris sur les effets du Grand Paris Express (GPE) sur la grande couronne ont montré que de nouveaux territoires, jusqu'alors à l'écart du réseau ferré lourd, y seront reliés grâce à l'horizon 2030, directement ou indirectement, par le maillage avec les lignes radiales de RER et de Transilien. Plus de la moitié de la population (52 %) et près de 60 % des emplois de grande couronne auront accès au GPE en moins de 45 minutes. La qualité des rabattements sur les gares extrêmes sera donc centrale pour accompagner l'arrivée du nouveau réseau.

VALLÉE DE LA SEINE

L'Institut a organisé en janvier un atelier de réflexion prospectif sur la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique en Île-de-France et en Normandie. Cette journée a posé les grands enjeux pour la Vallée de la Seine à horizon 2040, ses forces et faiblesses, ainsi que les actions que le contrat de plan interrégional État-Région pourrait mener pour accélérer la transition et la recherche de résilience. Des actes et une fiche de synthèse ont été produits. Les conclusions ont également servi à l'élaboration d'un récit prospectif. Enfin, L'Institut a réalisé, aux côtés des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, un atlas intitulé *Quelle(s) Vallée(s) de la Seine en 2040*, somme de connaissances partagée en vue de conforter l'espace séquanien de demain.

Par ailleurs, un rapprochement technique s'est opéré avec le groupement d'intérêt public (GIP) Seine-aval, dans la perspective d'un partenariat scientifique et d'une étude conjointe de diagnostic et propositions de renaturations des berges de l'estuaire de la Seine.

ZFE de la MGP

L'Institut a participé au groupe de travail mis en place par la MGP sur les évaluations des impacts socio-économiques et sanitaires de la zone à faibles émissions (ZFE). Une des questions soulevées concerne les mesures d'accompagnement des ménages pénalisés, propriétaires d'un véhicule interdit, classé crit'air 4 ou 5.

Dématérialisation des Scot

L'Institut a contribué, avec le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), à la mise à jour du standard de dématérialisation des Scot au regard de l'ordonnance de modernisation de juin 2020, dans le cadre d'un groupe de travail sous l'égide du Conseil national de l'information géographique (Cnig).

PEB d'Orly

À la demande de l'État, un état des lieux sur les évolutions des populations et des activités dans le périmètre du plan d'exposition au bruit (PEB) d'Orly a été réalisée.

Agriculture urbaine

À l'occasion d'une assistance à maîtrise d'ouvrage pour Vitry-sur-Seine, rendue en octobre 2020, L'Institut a établi une méthodologie d'analyse et de conseils pour les collectivités souhaitant mettre en place une réelle politique en agriculture urbaine — diagnostic et plan d'action — applicable à d'autres territoires.

ÉVALUATION DU SDRIF EN SEINE-ET-MARNE

Dans le cadre de la convention avec le CD 77, une déclinaison de l'évaluation du Sdrif a été réalisée à l'échelle de la Seine-et-Marne, en fonction des entités géographiques et des dynamiques spécifiques à ce département : développement résidentiel, contribution des espaces ruraux à la consommation d'espace, développement économique, essor de la logistique, ou encore croissance des déplacements motorisés.

OUEST FRANCILIEN : UNE VISION PARTAGÉE

En juin 2020, L'Institut a produit une étude sur le développement urbain de l'Ouest francilien. En vue de l'élaboration d'une stratégie interdépartementale entre les Yvelines et les Hauts-de-Seine, l'Institut a également entrepris un diagnostic prospectif du fret et de la logistique urbaine, dans une approche multi-scalaire, de l'échelle européenne, nationale, régionale vers un recentrage local. Le potentiel logistique du territoire a été examiné en lien avec la réindustrialisation de la vallée de la Seine. L'étude se poursuivra en 2021 sur la définition des enjeux et des pistes d'action. Parmi les principaux enjeux émergent le transport fluvial, l'optimisation de la logistique urbaine, la recherche de foncier pour la *supply chain* et les plates-formes multimodales. Ces analyses visent à construire une vision partagée de l'Ouest francilien par l'EPI 78-92.

CHRONIQUE DES FINANCES LOCALES

La refonte de la fiscalité locale constitue un objectif important du gouvernement en parallèle des évolutions de l'organisation territoriale. Le cadre de ces mutations a été affecté par la crise du Covid. L'Institut Paris Region a suivi la mise en œuvre de la suppression de la taxe d'habitation et de ses effets sur la structure de la fiscalité locale, mais également les réformes plus conjoncturelles décidées en cours d'année : appui aux finances des collectivités frappées par les effets économiques de la crise sanitaire et réforme des impôts de production. Ces mesures ont été analysées dans une série de chroniques web, finalement publiées début 2021, dans la continuité de l'adoption définitive du projet de loi de Finances.

PNR

Révision, projet, évaluation, valorisation : L'Institut multiplie ses actions en faveur des parcs naturels régionaux (PNR). Il accompagne le PNR du Vexin français dans la révision de sa charte. Le rapport de diagnostic du territoire a été finalisé et diffusé à l'automne 2020. Parallèlement, l'Institut a poursuivi son appui à l'élaboration de la nouvelle charte, en participant aux divers comités techniques et de pilotage et en apportant son expertise dans le cadre des ateliers techniques organisés fin 2020.

Il a soutenu le syndicat mixte d'études et de préfiguration du projet de PNR de la Brie et des Deux Morin. L'État a rendu en septembre un avis favorable à la rédaction de la charte, dont l'élaboration a été

officiellement lancée fin 2020.

Missionné par l'Interparcs pour valoriser la démarche PNR et construire un outil partagé de suivi-évaluation des contrats, L'Institut a produit une première *Note Rapide* et un prototype Excel en 2020.

PAYSAGE POLITIQUE FRANCILIEN

Un travail a été initié sur la connaissance du paysage politique francilien. En premier lieu, un suivi et une analyse ont été réalisés tout au long du scrutin communal et intercommunal, restitué sous la forme d'une série de sept chroniques de janvier à novembre 2020. En parallèle, une première version d'une base de données « élus » a été constituée et sera complétée à l'occasion des scrutins de 2021 et 2022. Enfin, une séance de formation sur la réforme territoriale en Île-de-France a été montée et mise en œuvre.

AGIR POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

La Région a confié à l'Arec la mission d'animer Actifs, le réseau régional de transition énergétique rassemblant les agences locales de l'énergie et du climat (Alec), les espaces Info Énergie (EIE) et les plates-formes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE). Cette mission, menée en lien étroit avec l'Ademe IDF et la MGP, a vu ses actions monter en puissance en 2020 : organisation de six webinaires thématiques ; valorisation du dispositif et de ses actions ; réunions d'échanges régulières pour proposer des activités adaptées aux besoins.

En 2020, le programme Recif (rénovation

des immeubles de copropriété) a permis d'accompagner trois territoires franciliens (CA Paris-Saclay, CA Saint-Quentin-en-Yvelines, CA Grand Paris Sud) dans la réalisation d'une campagne d'information à destination des copropriétaires. L'Arc a par ailleurs réalisé une analyse du parc des copropriétés au niveau régional et des études territoriales à l'échelle intercommunale (CA Paris Saclay, EPT Paris Ouest la Défense, EPT Paris Terres d'Envol, CA Plaine Vallée).

L'Agence a également lancé, en partenariat avec Île-de-France Énergies et l'Association des maires d'Île-de-France (Amif), la première édition du Trophée des communes pour la rénovation énergétique.

S'ENGAGER POUR LA NATURE

L'ARB apporte son expertise d'ingénierie territoriale aux collectivités franciliennes pour monter et mettre en œuvre des projets favorables à la biodiversité.

Avec 26 nouvelles communes et intercommunalités classées « Territoires engagés pour la nature » (TEN) en 2020, le nombre de collectivités reconnues en Île-de-France passe à 51. Ateliers et visites de terrain complètent l'accompagnement personnalisé de ces territoires dans la mise en œuvre de leurs projets. Le concours « Capitale française de la biodiversité » offre en outre la possibilité de valoriser et de partager des actions exemplaires déjà réalisées (16 rencontres organisées par l'ARB). Un panorama des dix années d'initiatives des collectivités portées dans le cadre du concours a été publié.

L'ARB a aussi organisé quatre conférences grand public, les Rencontres Naturalistes, les Rencontres nationales Ecojardin, ainsi que des cycles de formation naturaliste, sur la gestion écologique et sur « bâtiment et biodiversité ».

Depuis 2017, l'Office français de la biodiversité propose aux communes et intercommunalités d'identifier et localiser les enjeux de biodiversité de leur territoire en réalisant un Atlas de la biodiversité communale (ABC). L'ARB Île-de-France a évalué les candidatures de l'appel à projets et accompagné les collectivités en amont du dépôt du dossier ainsi que dans la mise en place de la méthodologie avec les prestataires.

L'ARB a également accompagné trois lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt « Reconquérir les friches franciliennes ».

UNESCO, ICOMOS, ONU-HABITAT

Le partenariat avec l'Unesco s'est renforcé à travers la signature d'un accord de coopération permanent sur les questions urbaines : industries créatives, patrimoine mondial des métropoles et des territoires, reconstruction post-conflits et post-catastrophes. À ce titre, L'Institut apporte son appui à la préparation des conférences

internationales de l'Unesco sur la Culture et sur le Patrimoine des villes. Ces activités ont conduit à l'adhésion de l'Institut à Icomos international et au lancement de projets spécifiques, tels qu'un *Cahier* sur les centres anciens dans le monde. L'Institut a également organisé deux campus urbains d'ONU-Habitat sur les réponses des mégapoles à la crise du Covid et sur la planification post-Covid.

LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

L'Institut appuie la Région Île-de-France dans ses actions de coopération décentralisée

ABIDJAN : renforcement de l'Institut de l'économie circulaire d'Abidjan. Production d'une stratégie de développement de l'économie circulaire du Grand Abidjan.

TUNIS : appui aux gouvernorats du Grand Tunis et l'Agence urbaine du Grand Tunis dans la définition technique des études et projets. Appui à l'AUGT dans le projet de refonte et d'ouverture de sa médiathèque et de son portail cartographique numérique.

ANTANANARIVO : élaboration du dossier de candidature pour l'inscription au patrimoine mondial de l'Unesco de la ville haute d'Antananarivo.

RUFISQUE : préparation d'une stratégie de marketing territorial pour une région destinée à accueillir de grands événements internationaux et disposant de deux villes nouvelles en quête d'investisseurs.

EREVAN : coopération sur la gestion des déchets solides, le plan de mobilités douces et de transport bus, et l'appui à l'élaboration du plan d'urbanisme de la ville.

CASABLANCA : appui de l'Arc pour développer une approche fondée sur l'énergie des bâtiments.

HANOÏ : appui technique dans le projet d'amélioration de l'environnement urbain à Hanoï « Qualité de vie/qualité de ville », projet partenarial franco-vietnamien cofinancé par la Région Île-de-France, l'Agence française de développement, le Syctom et le Comité populaire de Hanoï.

BEYROUTH : soutien aux réflexions en cours sur la reconstruction post-catastrophe de Beyrouth.

Imane Maimon/Flickr

ENVIRONNEMENT

La première agence d'urbanisme d'Europe est aussi la plus grande agence régionale de l'environnement. L'Institut Paris Region s'engage auprès de la Région et de tous ses partenaires pour construire une Île-de-France écoresponsable et soutenable, et appuyer les collectivités sur la voie des transitions écologique et énergétique.

RESSOURCES NATURELLES, AGRICOLES ET BIODIVERSITÉ

PLAN RÉGIONAL DE L'ALIMENTATION

En 2020, L'Institut a contribué à la rédaction du plan et des fiches-actions, notamment sur l'état des lieux du système alimentaire francilien, les industries agroalimentaires (étude parue en septembre), la logistique, la consommation et les filières courtes. L'Institut a été identifié comme partenaire dans la mise en œuvre d'une quinzaine d'actions.

À la demande de la Région, l'Institut conduit une étude dynamique sur les ceintures maraîchères, poursuivant sa collaboration avec Jean-Michel Roy, historien spécialiste de l'histoire de l'agriculture. Une *Note rapide* (n° 868) sur l'Histoire des terroirs légumiers a été publiée, accompagnée de cartographies et d'analyses inédites.

BILAN DU PLAN VERT

L'Institut apporte son appui à l'Agence des espaces verts (AEV), chargée par la Région d'instruire les dossiers déposés par les maîtres d'ouvrage dans le cadre des appels à projet successifs du plan vert (4 sessions en 2020). Le plan vert d'Île-de-France arrive à échéance en 2021 dans sa conception actuelle. À la demande de la Région, L'Institut a contribué avec l'AEV à la production d'un « Mémo » dressant un bilan quantitatif et qualitatif de sa mise en œuvre, et ouvrant des perspectives d'évolution du dispositif.

STRATÉGIE RÉGIONALE : BIODIVERSITÉ ET COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE

À travers l'appel à projets « Pour la reconquête de la biodiversité en Île-de-France », la Région soutient les acteurs franciliens qui s'engagent en faveur de la biodiversité et propose d'accompagner techniquement et financièrement les actions concourant à la mise en œuvre des objectifs de la stratégie régionale pour la biodiversité (SRB) et du schéma régional de cohérence écologique (SRCE). L'ARB a évalué 54 projets, répartis sur trois sessions.

Parmi les autres sujets des SRB-SRCE abordés en 2020 figurent « Santé et Biodiversité », la trame noire, les solutions de renaturation et compensation dans le cadre de « l'objectif Zan » et la continuité écologique.

L'action « Recréer des continuités écologiques sur 10 points noirs emblématiques » de la stratégie régionale pour la biodiversité 2020-2030 a été reprise dans la Cop Île-de-France en septembre 2020 (proposition n° 59). Un groupe de travail partenarial a été mis en place dans le but d'identifier des secteurs stratégiques en termes de ruptures écologiques à partir des données récentes disponibles et dans des zones où les configurations foncières et les opportunités de travaux seraient favorables.

ASSISES DE LA BIODIVERSITÉ

L'ARB a participé à l'organisation des 10^{es} Assises nationales de la biodiversité à Massy en octobre 2020 avec la Région et l'Office français de la biodiversité (OFB). L'événement a réuni plus de 900 participants à Massy et 1 300 participants connectés à distance.

L'agence a aussi contribué au forum « Économie et biodiversité » organisé par l'OFB en parallèle des Assises le 7 octobre 2020.

SENSIBILISER LE PUBLIC

Dans le cadre de son cycle de conférences à destination du grand public et malgré le contexte sanitaire liée à la crise du covid-19, l'ARB Île-de-France a organisé quatre conférences à destination du grand public en 2020 : la première, sur la psychologie positive et l'écologie ; la deuxième, en webinaire, sur le thème « Santé et biodiversité » ; une troisième sur le biomimétisme et une dernière, sur le renard.

Deux ateliers ont été organisés à destination de 36 animateurs nature œuvrant sur le territoire francilien. Issus des associations et collectivités, ces derniers interviennent auprès d'un public large, enfants comme adultes.

L'ARB a également assuré la coordination de la Fête de la Nature en Île-de-France, en octobre 2020, sur le thème « Prenons en de la graine » : une soixantaine d'animations franciliennes proposées dont une organisée par l'Agence en milieu carcéral.

SCHÉMA RÉGIONAL DE LA BIOMASSE (SRB)

En 2020, L'Institut Paris Region a finalisé le rapport d'évaluation environnementale du SRB en lien avec l'équipe projet réunissant la Région, la DRIAAF, la DRIEE (devenue DRIEAT) et l'Ademe Ile-de-France. Un mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale a été rédigé. Le schéma devrait être adopté en 2021.

POUR DES SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE

L'ARB idF est partenaire du projet européen Life intégré Artisan. Coordonné par l'OFB, son objectif est de démultiplier sur le territoire français les solutions d'adaptation au changement climatique fondées sur la nature d'ici 2028. En 2020, l'ARB a recruté une animatrice et tenu ses premiers rendez-vous avec les porteurs de projets démonstrateurs. Le lancement officiel de l'opération a eu lieu le 1er décembre 2020.

Le projet européen Regreen porte également sur les solutions fondées sur la nature, en milieu spécifiquement urbain. D'une durée de quatre ans, Regreen associe des structures de recherche, des entreprises, des collectivités et des associations. La région Île-de-France fait partie des quatre laboratoires urbains (Urban Living Lab) du projet, aux côtés des municipalités d'Aarhus (Danemark), Velika Gorica (Croatie), Pékin, Shanghai et Ningbo (Chine). En 2020, l'ARB a participé à de nombreux échanges et

10^{èmes} Assises Nationales de la BIODIVERSITÉ

MASSY Palais des congrès Paris-Saclay 7-8-9 octobre 2020

POUR SUIVONS L'ACTION TOUS ENSEMBLE !

Et retrouvez pendant les ANB 2020 : 3^{èmes} Assises Nationales des ENS FORUM 3^{ème} ÉDITION BIODIVERSITÉ ÉCONOMIE #ANBiodiv www.assises-biodiversite.com

événements avec ses 18 partenaires internationaux, et apporté son expertise en matière d'écologie urbaine. Elle a commencé à travailler sur une méthodologie pour cartographier le potentiel de désimperméabilisation et de renaturation à l'échelle d'une commune pilote (Aulnay-sous-Bois).

SCHEMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES (SRC)

L'Institut apporte plusieurs contributions importantes au SRC, dans le cadre d'une convention pluriannuelle avec la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE). Concernant les besoins en matériaux, une première compilation de données permettant d'élaborer des scénarios prospectifs sur les logements et sur les infrastructures de transport a été réalisée en 2020. Concernant les ressources en matériaux, les données de contraintes de fait et de protections environnementales ont été rassemblées et croisées avec les gisements de matériaux bruts, afin de déterminer les gisements exploitables.

Parallèlement, l'avenant à la convention de partenariat a été modifié en 2020 afin que L'Institut accompagne officiellement la DRIEAT (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et des transports, ex-DRIEE) pour l'élaboration de l'évaluation environnementale du SRC.

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET URGENCE CLIMATIQUE

NEUTRALITÉ CARBONE

En 2020, l'Institut a investi fortement ce sujet : acculturation interne avec des temps d'information et des formations, réalisation d'une note rapide « Zéro émissions nettes : de quoi parle-t-on ? », le repérage d'initiatives ZEN en France et la préparation d'un Cycle de 6 rencontres ZEN. Ce cycle, coordonné par l'Arc, a pour objectifs de partager les enjeux franciliens et d'identifier les leviers d'actions prioritaires. La première rencontre de ce cycle, lancé avec la Région dans le sillage du cycle Zan, s'est déroulée en décembre 2020.

LANCEMENT DU CLUB HYDROGÈNE

Le club Hydrogène Île-de-France, mis en place par la Région Île-de-France, en partenariat avec la DRIEE, l'Ademe, France Hydrogène et l'Arc ÎdF, qui en assure l'animation, a été installé en 2020. Il ambitionne de mettre en lien les acteurs économiques, institutionnels et les collectivités pour mener un travail d'acculturation autour des enjeux et des solutions, et d'accélérer le déploiement de projets hydrogène en fédérant les initiatives. A l'issue d'un travail de préfiguration de janvier à juin 2020, une conférence de lancement s'est tenue le 6 juillet 2020. La première session collaborative, en novembre, a permis de définir les modalités et thématiques prioritaires de travail pour 2021. Fin 2020, le Club regroupait une communauté de

plus de 60 personnes représentant une quarantaine de structures publiques et privées.

PROMÉTHA

Afin de relever le défi du biogaz en Île-de-France, un consortium d'acteurs s'est structuré en 2019 pour créer Prométha, le cercle régional des acteurs de la méthanisation. Cette instance stratégique d'échanges et d'informations est animée et coordonnée par l'Arc, sous le pilotage de la Région Île-de-France. Depuis juin 2020, le site internet Prometha.fr met à disposition des informations de référence et des actualités. Le consortium s'est réuni le 27 novembre 2021 pour le premier comité de pilotage. Différents groupes de travail ont été créés et une plaquette de présentation conçue.

En complément, l'AREC a examiné les dossiers de candidature aux appels à projets et mis à jour la base de données méthanisation.

OBSERVATION DES RESSOURCES

La mise en place d'une observation régulière des ressources en Île-de-France, complémentaire des observatoires existants, fait l'objet d'une demande conjointe de la Région, dans le cadre de la SREC, de la DRIEE et de l'Ademe Île-de-France. L'Institut a rédigé un rapport proposant une méthodologie en cinq étapes : définition d'un système d'analyse, collecte des données, réalisation de scénarios prospectifs et de modèles graphiques, alimentation des politiques publiques relatives aux ressources. En parallèle, un travail de veille scientifique a été mené, à travers un recensement des analyses de flux de matières entreprises en France et un entretien avec un chercheur spécialisé.

Ce travail exploratoire a été valorisé auprès de la Région et de l'Ademe Île-de-France, et au sein du RARE (réseau des agences régionales de l'environnement), dans le cadre du groupe de travail des observatoires déchets et économie circulaire en novembre 2020.

GESTION ET GOUVERNANCE DES DÉCHETS

Historiquement confiée aux communes et intercommunalités, la gestion des

déchets ménagers a été bouleversée par dix années de réformes territoriales. Au lendemain des municipales, une *Note rapide* (n° 862) a proposé un retour sur les principes de fonctionnement de la gouvernance francilienne des déchets. Un rapport sur la production et le traitement des déchets dangereux en Île-de-France a été publié en 2020. Il présente un suivi annuel sur sept ans de 22 sortes de déchets, avec des focus sur certains flux (amiante, terres, résidus de traitement, piles...), issus de 15 activités productrices (chimie et pharmacie, métallurgie...), aboutissant à 20 modes de traitement.

ACCOMPAGNER LE DÉVELOPPEMENT DU SOLAIRE

Sept collectivités lauréates en 2020 de l'appel à manifestation d'intérêt « Mobilisation des collectivités pour une Île-de-France solaire » ont commencé à bénéficier de l'accompagnement technique et méthodologique de l'Arc pour le développement de leurs projets solaires, qui se poursuit en 2021. L'Agence a organisé une conférence régionale sur le solaire en février 2020 pour mobiliser les collectivités sur l'AMI et un comité technique de suivi a été mis en place.

ROSE, ENERGIF

En 2020, le ROSE a diffusé les inventaires 2017 de consommation-production d'énergie et d'émission de GES à travers une nouvelle version d'Energif et la publication de deux plaquettes : une plaquette bilan et une plaquette thématique sur les énergies renouvelables et de récupération, diffusées lors de la Cop Île-de-France.

La mise à jour des inventaires pour l'année 2018 a été entamée, avec notamment un travail d'enquêtes sur les données de productions et d'injection de biométhane et les chaufferies biomasse. Une réflexion a par ailleurs été engagée en 2020 sur le fonctionnement et les productions de l'observatoire en perspective d'évolutions en cohérence avec les attentes des partenaires et les besoins des territoires.

ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Différents travaux ont été menés dans le cadre du partenariat entre l'Ademe et L'Institut pour la mise en place d'une

dynamique d'observation et d'échanges sur les effets du changement climatique : analyse des actions des plans climat, réflexion sur un outil « vulnérabilité », identification d'un panel d'acteurs qualifiés, organisation d'un atelier technique... Par ailleurs, L'Institut a poursuivi les travaux engagés sur la territorialisation des enjeux (cartographie fine des aléas, vulnérabilité, solutions d'aménagement), la valorisation de l'outil sur la chaleur urbaine, la réalisation de travaux d'analyse et de productions documentaires vulgarisées.

STRATÉGIE RÉGIONALE EN FAVEUR DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE (SREC)

Dans le cadre de l'élaboration de la SREC par la Région, L'Institut a été sollicité sur plusieurs points : élaboration du diagnostic économie circulaire, analyse du métabolisme régional, appui à la rédaction de certaines actions. La SREC a été adoptée le 24 septembre 2020. L'Institut a d'ores et déjà engagé ses départements dans plusieurs actions, dont il est pilote ou partenaire : observation des flux de matière et d'énergie, mobilisation des territoires, mise en place d'appels à projets, observation et gestion durable des ressources, indicateurs de suivi de la transition, réflexion autour de modèles circulaires dans l'aménagement et le BTP...

Plans climat

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement des plans climat air énergie territoriaux (PCAET), l'AREC idF a conçu et organisé un cycle d'ateliers afin de mieux outiller les collectivités territoriales dans les exercices de suivi et d'évaluation de leur démarche. Une *Note rapide* (n° 848) dresse un état des lieux de ces démarches en Île-de-France.

Sobriété énergétique

De décembre 2019 à décembre 2020 un premier cycle de 6 ateliers sur la sobriété énergétique a permis de rassembler de nombreuses données et analyses. Leurs comptes rendus sont consultables en ligne. Un second cycle et une étude sont prévus pour 2021.

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ

L'Institut scrute les évolutions des modes de vie, des structures familiales,
des dynamiques sociales, économiques et culturelles.

Ses analyses aident les collectivités à définir et mettre en place des politiques publiques
adaptées aux mutations des territoires et au vécu de leurs habitants.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA CRISE SANITAIRE

La crise sanitaire et ses conséquences sont apparues très rapidement extrêmement lourdes pour l'Île-de-France, notamment en raison de l'internationalisation de son économie. L'Institut s'est immédiatement mobilisé pour suivre la situation économique, prévoir les évolutions possibles et répondre aux attentes de la Région et des adhérents. Outre l'extraction spécifique de données sur les entreprises franciliennes pour aider les services du conseil régional à adapter des dispositifs d'aides, l'Institut a rédigé plusieurs notes internes et une *Chronique des confins* sur les perspectives de redémarrage de l'économie francilienne. Il a également produit un dossier technique complet, *Impact de la crise de la Covid-19 sur l'économie francilienne*, analysant les conséquences de la pandémie sur le système économique de l'Île-de-France et ses infrastructures, sur les secteurs d'activités, et les adaptations possibles. Ce rapport a été rendu public fin 2020.

LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÎLE-DE-FRANCE

L'Institut a coédité les *Chiffres clés régionaux 2020* en association avec la CCI Paris Île-de-France, l'Insee et Choose Paris Region (version anglaise et chinoise). Ces documents ont été largement diffusés, par courrier après d'interlocuteurs déterminants et via les réseaux sociaux. À l'échelle infrarégionale, l'Institut a publié la première édition des *Chiffres clés du Nord-Est parisien* et, avec Choose Paris Region, la version anglaise des *Chiffres clés de Grand Paris Sud*.

LA REDYNAMISATION DES CŒURS DE VILLE

De nombreux centres villes franciliens sont confrontés à un affaiblissement de leur attractivité se traduisant par une désertification des publics, une hausse de la vacance, une insatisfaction des populations, etc. En 2020, avec le soutien de la Banque des Territoires, un *carnet pratique* dédié à la redynamisation des centres villes a été publié et largement diffusé. L'implication de l'Institut dans ce sujet clé s'est aussi traduite par le suivi du déploiement du programme action

cœur de ville en Île-de-France (19 villes concernées) et l'accompagnement de la MGP dans la démarche « centres villes vivants ».

DES BIOTECHNOLOGIES À LA LOW-TECH

L'Institut a poursuivi en 2020 ses études sectorielles et l'identification de filières porteuses pour la prochaine stratégie régionale pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII). Une étude spécifique a été réalisée sur les biotechnologies (*Note rapide* n° 839) et un travail approfondi poursuivi sur les low-tech, accompagné de la publication d'une *Note Rapide* sur leur pouvoir de résilience en

Île-de-France (n° 837) et d'une réflexion prospective menée dans le cadre de la 41^e rencontre des agences d'urbanisme de la Fnau, pour envisager le futur (heureux) de la « ville low-tech ».

CULTURE ET TOURISME

L'effondrement de la fréquentation des sites culturels et touristiques a généré des questionnements sur l'avenir et la relance de ces secteurs emblématiques en Île-de-France. La culture constitue un pilier de l'identité régionale, mais aussi de sa compétitivité et de son rayonnement. L'Institut Paris Region participe aux travaux du club fermé du World Cities Culture Forum (WCCF). En 2020, un focus a été porté sur les quartiers culturels et créatifs qui fleurissent à travers le monde tant pour des objectifs d'attractivité, d'insertion sociale ou de régénération urbaine. L'Institut a réalisé un rapport d'études, une *Note rapide* (n° 831) et a organisé une conférence lors du Sitem, salon des lieux culturels se tenant à Paris.

L'Institut a également réalisé plusieurs études s'intéressant au tourisme : constitution d'un dossier de fond sur le tourisme durable et réalisation d'une étude avec SNCF Transilien sur le tourisme et la desserte en transport local (évaluation de l'accessibilité des sites et recommandations d'action).

CONVIVALITÉ DES TERRITOIRES

L'aspiration des Franciliens au mieux-être constitue le motif principal des départs observés ou manifestés dans les sondages. Les principaux points d'amélioration concernent la qualité de vie des espaces publics, des lieux économiques et des transports, jugés trop « froids » et générateurs de stress. L'Institut a mené en 2020 plusieurs travaux sur la question : une *Note rapide* pédagogique sur la convivialité des espaces publics, une approche méthodologique de « promenade sensible » afin de recueillir le ressenti des marcheurs, une analyse comparative des bonnes pratiques de développement économique dans le périurbain (initiatives réussies d'installation d'entreprises, création d'emplois, maintien de l'agriculture, services de proximité, développement de l'offre culturelle et touristique...).

NOTE RAPIDE
DE L'INSTITUT PARIS REGION N°837

LES LOW-TECH, DES INNOVATIONS POUR LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LES LOW-TECH, OU CONCEPTION BASSE TECHNOLOGIE, GAGNENT EN NOTORIÉTÉ. DE NOMBREUX PAYS ET RÉGIONS SE SOIENT ADONNÉS À LEUR DÉVELOPPEMENT. CÉLÈBRES AU TOUR DU MONDE, ILS S'INSCRIVENT DANS L'AMBISSION DE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE, CES INNOVATIONS UTILES, ROBUSTES ET ADAPTÉES AU CONTEXTE LOCAL, CONTRIBUENT À UN FORMIDABLE LEVIER DE DÉVELOPPEMENT. ELLES AMÉLIorent LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES DANS UN CONTEXTE DE TENSION SUR LES RESSOURCES ET PARTICIPIENT D'UN NOUVEAU RÉGIME D'ÉCONOMIE.

LES GRANDS SÛRES AUGMENTENT LA RICHESSE PUIS RÉPONDENT SEULES

Les territoires à faible revenu ont une forte capacité à attirer des investissements et à développer des activités innovantes. Ils sont donc devenus des moteurs de croissance et de développement. Ils ont également une forte capacité à attirer des talents et à créer des emplois. Ils sont donc devenus des moteurs de croissance et de développement. Ils ont également une forte capacité à attirer des talents et à créer des emplois.

NOTE RAPIDE
DE L'INSTITUT PARIS REGION N°839

L'ÎLE-DE-FRANCE À LA POINTE DES BIOTECHNOLOGIES, DES THÉRAPIES GÉNÉTIQUES ET CELLULAIRES

1^{re} position pour le nombre d'entreprises de biotechnologies en Île-de-France.

250 établissements de biotechnologies en Île-de-France.

Plus de 60 centres de recherche académiques et industriels de biotechnologies.

POÛ SCIENTIFIQUE D'EXCELLENCE, L'ÎLE-DE-FRANCE RÉUNIT ÉGALEMENT DES COMPÉTENCES DANS LA HAUTE INGENIERIE, LES PROJETS DE BIOTECHNOLOGIES DE NOUVELLE GÉNÉRATION, LES PROJETS DE BIOTECHNOLOGIES DÉVELOPPÉES DANS DES INDUSTRIES DE BIOPHARMACIE ET DES BIOTECHNOLOGIES DE BIOPROCESSUS.

LES BIOTECHNOLOGIES SONT UN LEVIER MAJEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET D'INNOVATION.

Les biotechnologies sont un levier majeur de développement économique et d'innovation. Elles permettent de créer de nouveaux produits et services, de développer de nouvelles thérapies et de créer de nouveaux emplois. Elles sont donc devenues un levier majeur de développement économique et d'innovation.

ENQUÊTE MÉDIAMÉTRIE

LES FRANCILIENS ET LE COVID-19

Travail, loisirs, consommation, vie sociale :
ce qu'ils ont vécu, veulent changer ou garder

D'après l'Enquête Médiamétrie
pour L'Institut Paris Region
réalisée du 5 au 19 mai 2020

L'INSTITUT
PARIS
REGION

COMPORTEMENTS ET ASPIRATIONS DES FRANCILIENS

Du 17 mars au 11 mai 2020, la population française a vécu une période de confinement inédite durant laquelle les habitudes de vie en lien avec le travail, les mobilités, la consommation et le lieu de résidence ont été chamboulées. L'Institut Paris Region a publié au début de l'été 2020 les résultats d'une enquête exclusive, menée du 5 au 19 mai 2020 par Médiamétrie auprès de plus de 3000 Franciliens : *Les Franciliens et la Covid-19, Travail, loisirs, consommation, vie sociale : ce qu'ils ont vécu, veulent changer ou garder*. Largement reprise par la presse, cette enquête sur le comportement et les aspirations des Franciliens pendant le premier confinement s'est révélée riche d'enseignements sur les perspectives à plus long terme. L'analyse des résultats a conduit à réaliser des approfondissements sur les évolutions du télétravail, des choix de mobilité ou de modes de consommation. L'enquête, coordonnée par le pôle « Économie et société » sera reconduite en 2021.

L'enquête apporte notamment un éclairage sur les liens entre le ressenti général de la population et ses conditions de logement, si particulières en Île-de-France – forte densité urbaine, logement plus petit... — au regard desquelles le confinement a révélé et exacerbé les inégalités de conditions de vie des Franciliens (*Note rapide* n° 867). Le confinement a également entraîné un recours massif au télétravail (*Note rapide* n° 866). Le temps dira s'il s'agit d'une tendance de fond ou d'une réponse passagère à l'urgence, mais là aussi sont apparues des inégalités structurelles de conditions de travail et de conditions d'accès au télétravail.

39 % des actifs Franciliens ont eu recours au télétravail pendant le confinement

67 % des actifs ont poursuivi leur activité pendant le confinement

Les CSP+ regroupent les chefs d'entreprises, les artisans, et commerçants les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires.
Les CSP- regroupent les ouvriers et les employés.

L'usage du télétravail pour ceux ayant conservé une activité

© L'INSTITUT PARIS REGION 2020 - pictogrammes © 2391 / Jeremy
Sources : Médiamétrie mai 2020, L'Institut Paris Region

HABITAT ET POPULATION

ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ

Une étude, publiée en janvier 2020, retrace quarante ans d'acquisition en Île-de-France. L'analyse des enquêtes Logement de l'Insee (ENL) montre un véritable boom de la propriété entre 1973 et 2013. Une expansion qui s'est accompagnée d'une très forte hausse des prix. Malgré les dispositifs d'aide, l'accès à la propriété semble de plus en plus réservé aux ménages les plus aisés. Comment dès lors aider les moins fortunés ? En 2021, L'Institut répondra à cette question en explorant les modalités de financement mobilisées par les ménages jusqu'à la veille de la crise sanitaire (2019).

PROJECTIONS DE POPULATION ET D'EMPLOI

En 2020, la méthodologie des projections de population et d'emploi développée avec la contribution des services de l'État pour répondre aux besoins d'Île-de-France Mobilités et des opérateurs de transport a fait l'objet d'une première communication. Unique, cette méthode vise à articuler les enseignements des études territoriales avec les dynamiques socio-économiques projetées aux niveaux régional et départementaux. L'Île-de-France comptera de 13,1 à 13,5 millions d'habitants en 2035. Où résideront-ils ? Où seront les 6,4 à 6,7 millions d'emplois envisagés ? Les projections, dites « P + E », fournissent des cadrages et tentent de répondre à ces questions. Avec la publication d'une

Note rapide (n° 861), L'Institut a partagé les hypothèses et les résultats des projections qu'il réalise pour éclairer les choix de rénovation et de développement des infrastructures de transport. Toutefois, la crise sanitaire et ses conséquences sur les perspectives économiques ont amené nos experts à ajuster les scénarii pour les années à venir.

DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT ÉTUDIANT

L'accès à un logement autonome constitue, pour une partie des jeunes Franciliens, une condition fondamentale pour la poursuite de leurs études, leur insertion professionnelle et leur épanouissement personnel. À la demande de la Région et de l'État, L'Institut Paris Region a réalisé une cartographie qui identifie les territoires les plus déficitaires en Île-de-France. Établi à une échelle fine, ce diagnostic inédit de l'offre rapportée à la demande potentielle permet de cibler les secteurs préférentiels pour les nouvelles constructions de logement destinées à ces publics.

LES « CORDÉES DE LA RÉUSSITE »

Permettre à tous les jeunes Franciliens de poursuivre des études supérieures est l'objectif des « cordées de la réussite ». Ce programme interministériel prend appui sur les académies pour la mise en place de partenariats locaux entre collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur, associations et acteurs de l'économie. La Région et l'État soutiennent financièrement ce dispositif et ont confié à L'Institut son évaluation. Le rapport, paru en septembre 2020, a été suivi d'une *Note rapide* (n° 875). Il fait des préconisations concernant le pilotage du dispositif, en matière de structuration, de financement, de communication, qui permettront d'améliorer son déploiement territorial et son inscription dans les politiques éducatives. Un autre dispositif, le diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU) permet aux étudiants sans avoir interrompu leur scolarité sans obtenir le baccalauréat de reprendre des études supérieures. Une étude, demandée par la Région, révèle que l'objectif de promotion sociale du DAEU est bien atteint pour une grande partie des diplômés, quelles que soient les suites de leur parcours.

NOTE RAPIDE

DE L'INSTITUT PARIS REGION N°861

SOCIÉTÉ-HABITAT ÉCONOMIE | Juin 2020 | www.institutparisregion.fr

LES PROJECTIONS DE POPULATION ET D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE, UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION

13,1 à 13,5 M
D'habitants en Île-de-France d'ici 2035

6,4 à 6,7 M
D'emplois en Île-de-France d'ici 2035

40% à 45%
DE LA CIRCUMSCRIPTION DE LA CORDÉE DE LA RÉUSSITE

30% à 34%
DE LA CIRCUMSCRIPTION DE L'EMPLOI MÉTIER EN GRANDE COURONNE

13,1 à 13,5 MILLIONS DE FRANÇAIS EN 2035 : OÙ HABITERONT-ILS ? OÙ SERONT LES 6,4 à 6,7 MILLIONS D'EMPLOIS ENVISAGÉS ?

LES PROJECTIONS, DITES « P + E », FOURNISSENT LES CHOIX DE RÉGIONALISATION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT EN ÎLE-DE-FRANCE.

À CES QUESTIONS, VOICI CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LES HYPOTHÈSES, OUTILS ET MÉTHODES DES PROJECTIONS QUE L'INSTITUT A RÉVÉLÉS EN DÉCEMBRE 2019.

IL S'AGIT D'UNE NOTE RAPIDE D'UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT OFFICIEL. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS JURIDIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS POLITIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ÉCONOMIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ÉDUCATIVES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MÉDICALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS FINANCIÈRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS FISCALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SOCIALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CULTURELLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SPORTIVES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ARTISTIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SCIENTIFIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS LITTÉRAIRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CINÉMATOGRAPHIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS THÉÂTRALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MUSICALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS DANSEUSES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CULINAIRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS VITICOLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AGRICOLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS PÊCHERESQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MARITIMES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AÉRIENNES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS TERRESTRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AQUATIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AÉRIENNES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS TERRESTRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AQUATIQUES.

ÎLE-DE-FRANCE : UNE DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET ÉCONOMIQUE UNIQUE EN FRANCE...

LES PROJECTIONS DE POPULATION ET D'EMPLOI EN ÎLE-DE-FRANCE, UN OUTIL D'AIDE À LA DÉCISION. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UN DOCUMENT OFFICIEL. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS JURIDIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS POLITIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ÉCONOMIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ÉDUCATIVES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MÉDICALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS FINANCIÈRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS FISCALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SOCIALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CULTURELLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SPORTIVES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS ARTISTIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS SCIENTIFIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS LITTÉRAIRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CINÉMATOGRAPHIQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS THÉÂTRALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MUSICALES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS DANSEUSES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS CULINAIRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS VITICOLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AGRICOLES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS PÊCHERESQUES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS MARITIMES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AÉRIENNES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS TERRESTRES. ELLE NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉE POUR DES DÉCISIONS AQUATIQUES.

INSTITUT PARIS REGION

PRÉFECTURE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

MINISTÈRE DE LA CULTURE

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE DE L'ÉTRANGER

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

MINISTÈRE DE LA CULTURE

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

MINISTÈRE DE L'ÉTRANGER

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ

SANTÉ

Dès le début de la crise sanitaire, les équipes de L'Institut se sont mobilisées afin d'apporter des éclairages sur les effets et conséquences de la pandémie en Île-de-France, au premier rang desquelles l'équipe de l'ORS, qui s'est multipliée sur tous les fronts, y compris sur le terrain auprès des personnels soignants.

POINT HEBDO COVID-19

Depuis la mi-avril 2020, l'ORS propose un point hebdomadaire de la situation épidémiologique en Île-de-France, réalisé sous forme d'infographies. Chaque semaine y sont décrits les chiffres et les évolutions par rapport à la semaine précédente — et depuis le début de l'épidémie — de personnes testées, de personnes testées positives, de la proportion des différents variants, des nouvelles hospitalisations, de nouvelles personnes admises en réanimation, du nombre de décès ainsi que de l'avancée de la vaccination.

LES DÉBATS-CONF' ÎSEE

La crise sanitaire interroge sous de multiples dimensions le rôle de notre environnement sur la santé humaine. À cet égard, l'efficacité des barrières sanitaires assurées naturellement par un écosystème fonctionnel est remise en cause. Quant à l'ébranlement de nos modes de vie quotidiens, il met en lumière des dysfonctionnements et invite à nous réinventer tant sur le court terme que sur le long terme. Les débats-conférences ont invité à démêler des enjeux sanitaires posés par le Covid-19 grâce aux témoignages de membres du

réseau ÎSEE, communauté qui réunit les acteurs franciliens de la santé environnementale. Ces webinaires ont réuni entre 120 et 200 acteurs à chaque fois. Les thématiques abordées concernaient la pollution de l'air, le plan régional santé environnement, les impacts respiratoires des émissions de produits ménagers ou encore la pollution sonore en temps de confinement.

LA SURMORTALITÉ DURANT L'ÉPIDÉMIE

Les données sur les décès domiciliés fournis par l'Insee à la demande de l'ARS ont permis de mettre en évidence une forte variation de la surmortalité entre les territoires franciliens au mois de mars 2020. Ces écarts de niveaux de surmortalité semblent également se décliner à des échelles plus locales et pouvoir être mis en relation avec les caractéristiques sociodémographiques des populations mais également avec certaines caractéristiques des contextes de vie. Un premier *Focus Santé* a été publié en mai 2020 montrant la géographie sociale de la surmortalité dans les départements, un deuxième en juillet à l'échelle des communes et intercommunalités, un troisième en décembre portant sur l'analyse comparée des mortalités des vagues 1 et 2.

LES TRAVAILLEURS CLÉS

En Île-de-France, durant le premier confinement, plus de 760 000 travailleurs ont poursuivi leur activité en présentiel, dont 500 000 plus particulièrement exposés,

c'est-à-dire au contact des malades ou d'un public nombreux. Beaucoup de ces travailleurs clés sont des employés avec peu de qualifications et leurs conditions de vie ont pu également contribuer à une exposition plus élevée (habitat collectif et surpeuplement des logements, zones d'habitation denses). Le différentiel de risque est donc à la fois professionnel, social et territorial. Un *Focus Santé* a fait le point sur ces professionnels indispensables (personnel soignant, commerces, agents de propreté, facteurs, livreurs, conducteurs, forces de l'ordre et pompiers...) et surexposés.

LE SOMMEIL DES JEUNES

Les données françaises indiquent une forte prévalence des troubles du sommeil chez les jeunes et les jeunes Franciliens en particulier. L'usage excessif des écrans semble associée à l'augmentation de cette prévalence observée au cours de ces deux dernières décennies. Un rapport a été publié en janvier et un événement organisé lors de la journée du sommeil, le 13 mars, pour laquelle une infographie a été publiée et des clips vidéos diffusés. Enfin, les résultats d'une enquête sur « les effets des écrans sur le sommeil des adolescents » sont parues dans un *Focus Santé*.

CANICULE ET SURMORTALITÉ

Une collaboration rapprochée s'est instaurée entre Santé publique France et L'Institut pour croiser les déterminants urbains de l'effet d'îlot de chaleur urbain (ICU) et les données observées de température et de surmortalité en période de canicule. L'Institut a contribué à la rédaction et à la publication par SpF d'un rapport associé.

ACCESSIBILITÉ À LA MÉDECINE GÉNÉRALE DE VILLE

Les difficultés d'accès aux médecins généralistes sont au cœur des débats publics en France, comme dans d'autres pays européens. La mesure de l'accessibilité aux soins s'est notablement améliorée grâce à l'indicateur d'accessibilité potentielle localisée (APL), développé au niveau national par la Drees et l'Irdes. Un *Focus* fait la synthèse sur le sujet.

FEMMES ET COVID-19

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, l'ORS présente la situation des femmes durant la pandémie de Covid-19. Ce regard sur l'année 2020 permet de constater que parmi les travailleurs-clés du premier confinement, les femmes sont les plus nombreuses et les plus exposées au Sars-CoV-2. Une femme sur trois a effectué au moins un test de dépistage dans l'année. Elles semblent moins nombreuses que les hommes à développer des formes graves de la maladie, avec moins d'hospitalisation et de passage en réanimation. Les chiffres montrent cependant une surmortalité totale de 40 %.

55 %
des travailleurs-clés
sont des femmes

• Dans le secteur hospitalier et médico-social le plus exposé au risque, une grande majorité de femmes

Répartition des métiers par groupe selon le risque d'exposition au Sars-CoV-2.
Sources : « Quels travailleurs-clés lors de la première vague de Covid-19 ? », ORS décembre 2020 ; « 765 000 travailleurs-clés franciliens répondent aux besoins fondamentaux de la population », ORS, Îsee, février 2021

POINT HEBDO COVID-19 en Île-de-France

Situation au 29 novembre 2020 et évolution entre les semaines 47 et 48

Sources : Santé publique France -
^aTests PCR (nasopharyngés) ^b changement de sources de données base Si-Dep
^cLes données concernant les décès dans les ESMS (établissements sociaux et médicaux-sociaux pour personnes âgées et handicapées), difficiles à interpréter, ont été supprimées.

Pour en savoir plus : Bulletin de Santé publique France

Semaine 48 : 23 au 29 novembre
 Semaine 47 : 16 au 22 novembre
 ...
 Semaine 13 : 23 mars au 29 mars
 Les numéros des semaines correspondent au calendrier

données Île-de-France (orange)
 données France (bleu)

évolution de la situation entre les deux dernières semaines (flèche)

SÉCURITÉ

par l'intermédiaire de l'Observatoire national de la délinquance dans les transports (ONDT), ont décidé de mener une enquête inédite en 2019, dédiée entièrement à l'étude du sentiment d'insécurité et à l'identification des espaces anxiogènes dans les transports collectifs. La taille conséquente de l'échantillon ainsi constitué (50 222 abonnés Navigo annuel et Imagine R majeurs) a permis en 2020 de mener des analyses relativement fines tout en déployant une approche territoriale précise, confirmant ainsi l'intérêt de la mise en place d'un tel outil pour clarifier les attentes et besoins des usagers en matière de sécurité.

LA SÉCURITÉ À L'HEURE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'intelligence artificielle est de plus en plus identifiée par les politiques et les industriels comme un domaine d'intérêt majeur pour la sécurité publique. Des dispositifs de vidéosurveillance dite « intelligente » sont expérimentés régulièrement, pour repérer des comportements jugés « anormaux », des objets abandonnés, etc.

Dans la continuité de la lutte anti-terroriste, la gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19 s'appuie également sur le développement d'outils technologiques (applications, caméras thermiques, vidéosurveillance intelligente, etc.). Cette évolution n'est pas sans poser un ensemble de questions juridiques, techniques et éthiques.

VICTIMATION ET SENTIMENT D'INSÉCURITÉ

La dixième édition de l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France a été l'occasion pour plus de 10 500 Franciliennes et Franciliens (âgés de 15 ans et plus) de s'exprimer sur leurs conditions de vie, plus particulièrement celles qui touchent leur sécurité. Cette enquête, reconduite tous les deux ans depuis 2001 et s'appuyant sur une méthodologie éprouvée, permet d'évaluer et suivre l'évolution de la situation dans la région, tout en apportant des éclairages inédits sur les caractéristiques propres à certains territoires (département, etc.), types d'espaces (transports en commun, espaces publics, quartiers) ou populations (hommes, femmes). Elle

s'avère être une source précieuse d'informations pour les acteurs concernés. Les résultats 2019 indiquent une remontée de la victimation à laquelle sont confrontés les habitants de la région ainsi qu'un sentiment d'insécurité un peu plus répandu que deux ans auparavant.

SENTIMENT D'INSÉCURITÉ DANS LES TRANSPORTS

Depuis 2001, à chaque édition de l'enquête Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France, la fréquence du sentiment d'insécurité dans les transports en commun interpelle (quatre Franciliens sur dix en 2019). Afin de mieux saisir ce phénomène et trouver des réponses adaptées, L'Institut Paris Region, Île-de-France Mobilités et l'État,

SPORT

« BOUGER ! LE SPORT RYTHME LA VILLE »

Le n° 177 des *Cahiers de L'Institut* est entièrement consacré au sport dans la ville. En baskets, à vélo, en skate... le sport s'impose dans nos villes comme un besoin vital d'oxygène dans un monde de plus en plus urbain, sédentaire et digital. Parce qu'il se pratique aujourd'hui partout et tout le temps, parce qu'il est un vecteur de convivialité et d'attractivité des territoires, un outil d'inclusion sociale comme de santé publique, le sport est au cœur de la transformation des métropoles.

Alors que la pression foncière et les impératifs écologiques n'ont jamais été aussi puissants, les villes doivent aussi, désormais, donner toute leur place aux activités sportives, inventer de nouveaux espaces, des plus organisés aux plus libres, de la mobilité active au sport-spectacle, de simple plaisir aux compétitions de haut niveau.

Cela implique un changement des modes de faire des acteurs de la ville et du monde sportif professionnel comme amateur, afin d'innover dans la conception des lieux dédiés au sport et de les penser en interaction avec leur environnement.

LES EMPLOIS SPORTIFS

L'IRDS a publié, en partenariat avec l'Insee, une analyse sur l'emploi dans le sport. L'Île-de-France territoire privilégié du sport en France rassemble 19 % des

emplois sportifs français, répartis entre l'organisation des pratiques sportives et les activités en amont de celles-ci. Avec 6 600 établissements employeurs, la filière du sport dégage une richesse augmentée à 1,9 milliard d'euros, soit 0,5 % de l'économie francilienne.

ATLAS DES DISCIPLINES OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

Où pratique-t-on le hockey sur gazon en Île-de-France? Sommes-nous une région plutôt foot ou cyclisme? Quelle a été la progression de la natation depuis 2000? Le canoë-kayak est-il plus pratiqué par les femmes ou les hommes? Les réponses sont dans la *Géographie francilienne des disciplines olympiques et paralympiques d'été*, qui présente une photographie complète et détaillée des différentes disciplines dans la région capitale, à partir du recensement des licences des fédérations. Ce panorama constitue un outil précieux pour comprendre la dynamique de l'écosystème sportif francilien.

SPORT ET DÉPARTEMENTS

La loi du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a supprimé la clause de compétence générale des départements tout en maintenant la culture, le sport, le tourisme, la promotion des langues régionales et de l'éducation populaire dans le champ des compétences partagées. En matière de sport le département a pour compétence obligatoire la construction, l'entretien et l'équipement des collèges pour le bon déroulement des cours d'éducation physique et sportives (EPS). Les départements font aussi le choix d'accompagner le développement de la pratique du sport, notamment en soutenant le mouvement sportif. Une étude de l'IRDS fait le point sur la situation.

#SPORTINNOV

L'IRDS partage, au travers de fiches téléchargeables sur son site, des expériences innovantes portées par des acteurs franciliens du sport. Ces expériences ont toutes pour objectif d'encourager la pratique sportive en Île-de-France. En 2020, l'espace Jules Verne d'Aulnay-sous-Bois a été mis en avant, ainsi que l'utilisation des groupements d'employeurs dans le sport.

LES CHIFFRES DE LA PRATIQUE

49 % des adultes font du sport au moins une heure par semaine

11 % des adultes ne se déplacent pas de manière active* et font moins d'une heure d'activités sportives par semaine

* Un déplacement (marche, vélo) est dit actif lorsqu'il dure au moins 10 minutes en continu

© L'INSTITUT PARIS REGION, IRDS 2020
Source : INJEP-MEDES /
Recensement des licences sportives et des clubs sportifs - 2018

BIENVENUE SUR NOTRE DIRECT,
LA RETRANSMISSION
VA DÉBUTER DANS UN INSTANT.

FORMATION, CARTES ET DONNÉES, COMMUNICATION

Activateur de débats, passeur et partenaire du monde de la recherche, centre de ressources documentaires, diffuseur d'idées et d'expertise, L'Institut donne des clefs pour décrypter, comprendre et agir. Un rôle essentiel dans le contexte bouleversé de cette « année Covid ».

FORMATION ET RECHERCHE

DÉ-FORMATIONS (TIGA)

Dans le cadre du projet « Construire au futur, habiter le futur » porté par la Région Île-de-France et labellisé « Territoires d'innovation de grande ambition » (TIGA) en 2019, L'Institut copilote le projet Dé-formations avec la 27^e région.

Sa feuille de route est de s'interroger sur les objectifs, les formats et les contenus des formations proposées aux élus locaux du rural et du périurbain francilien afin de contribuer à construire une offre plus innovante et adaptée à leurs attentes. Le projet a démarré au printemps 2020 pour une période de deux ans. Une enquête collaborative a été menée en décembre 2020 auprès d'une trentaine d'élus et d'une vingtaine de partenaires d'offres de formations. 2021 sera consacré à l'expérimentation et 2022 à une phase de capitalisation incluant des évaluations et recommandations.

L'INSTITUT, PASSEUR DE RECHERCHES

L'Institut joue un rôle original de "passeur" entre la recherche, l'enseignement supérieur et les professionnels et élus de l'aménagement, de l'urbanisme, du transport, de l'environnement... En 2020, ce rôle a revêtu différentes formes : commandes d'ateliers pédagogiques (Zan, désimperméabilisation des sols, observatoire des friches, dispositifs de sécurité et ambiances urbaines, benchmark international sur les investisseurs institutionnels privés) auprès de l'École d'urbanisme de Paris (EUP) et de l'école urbaine de Sciences Po, accueil de stagiaires et apprentis, implication dans des réseaux de communautés scientifiques et techniques nationaux et internationaux, appui à des thèses, réponse à des appels d'offres, enseignement, organisation et participation à des séminaires et publications scientifiques...

PROJETS DE RECHERCHE

En 2020, L'Institut était impliqué dans une dizaine de projets de recherche conventionnés, nationaux ou européens. Il s'agit de recherche appliquée, souvent pluridisciplinaire. L'Institut a été lauréat de deux projets européens : H2020 Energie-Watch, dont l'objectif est d'accompagner la montée en compétences

des collectivités franciliennes dans la définition, le suivi et le contrôle de leurs stratégies énergie climat, et Life intégré Artisan, qui a pour objectif d'accroître la résilience des territoires par l'incitation aux solutions fondées sur la nature. Il participe au projet ANR Heat & Health in Cities (H2C) dont la finalité est d'améliorer les services climatiques urbains pour soutenir les politiques de prévention de la chaleur et a remporté un appel d'offres du Puca avec un projet sur la vente de logements sociaux en Île-de-France.

L'INSTITUT, LIEU DU DÉBAT

En partenariat avec l'école nationale supérieure de Paris-Belleville et le comité d'histoire du ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, L'Institut a proposé un nouveau cycle de conférences « Histoire et cultures de l'aménagement ». Ce cycle, intitulé « L'intranquillité des territoires » a porté sur la santé, la biodiversité, l'alimentation, l'énergie et le métabolisme des villes. Comme l'année précédente, la dimension historique des politiques d'aménagement a servi de fil conducteur et les séances ont croisé les points de vue d'enseignants-chercheurs, d'experts et de hauts fonctionnaires. Proposées en distanciel, les cinq séances ont été suivies par environ 600 personnes. Par ailleurs, la synthèse du cycle précédent, « Du pré-carré aux ronds-points » a été publiée.

L'Institut a proposé trois petits déjeuners décideurs-chercheurs en

PROGRAMME
PETIT DÉJEUNER DÉCIDEURS-CHERCHERS

COHABITER AVEC LES ANIMAUX SAUVAGES EN MILIEU URBAIN

WEBINAIRE - MERCREDI 30 SEPTEMBRE 2020

L'INSTITUT PARIS REGION

distanciel : « Comment ça marche en Île-de-France ? », « Cohabiter avec les animaux sauvages en milieu urbain », « À quoi sert l'évaluation environnementale ? », chacun suivi par 120 personnes en moyenne. Les synthèses sont consultables en ligne.

CATALOGUE 2020

En 2020, en raison de la crise sanitaire, L'Institut a dû faire ses formations en distanciel. Une dizaine de formations, courtes et sur des thèmes d'actualité ont été proposées : biodiversité, gestion écologique des espaces de nature, évolutions de la gouvernance, division pavillonnaire, immobilier d'entreprise, intermodalités et quartiers de gare, agriculture urbaine, démographie et équipements, urbanisme et planification. L'Institut a obtenu la certification qualité Qualiopi le 16 décembre 2020, ainsi que le renouvellement de son agrément pour la formation des élus.

DIPLÔME GRAND-PARIS

L'École d'urbanisme de Paris et L'Institut Paris Region, en partenariat avec l'université Paris-Est Créteil et l'université Gustave Eiffel, ont proposé pour la quatrième année consécutive la formation diplômante « Grand-Paris. Agir en situation métropolitaine » : une centaine d'heures d'interventions, suivie par des professionnels de haut niveau, ont été assurées par des enseignants-chercheurs et des experts.

GÉOMATIQUE ET REPRÉSENTATION DE LA DONNÉE

SIG ET ISS 2020

L'Institut accompagne la mise en place de l'infrastructure de données géographiques de la Région Île-de-France, nouvelle compétence introduite par la loi NOTRe, et veille à la mise en cohérence des SIG Région et Institut.

Il participe au pilotage de nombreuses applications de la plate-forme Île-de-France Smart Services (ISS). En 2020, il s'est fortement mobilisé sur le portail environnemental, plus particulièrement pour les services Ma nature en Île-de-France, Mes produits locaux, Mon potentiel solaire, Environnement et énergie, Mon réflexe Zéro déchets. Il a également collaboré au nouveau service A vélo en Île-de-France, pour préparer la sortie du premier confinement. D'autres services sont en cours de développement : Qualité de l'air, Rénovation énergétique ou Signalement des dépôts sauvages.

L'Institut améliore et complète le double numérique de la Région et sa maquette 3D. L'acquisition de vues aériennes obliques est en cours. Elles permettront de compléter les vues verticales acquises en 2018. Les vues obliques ajoutent de l'information et sont d'une utilisation beaucoup plus large. Un travail a été entrepris sur la morphologie de la végétation de manière à disposer d'une nouvelle base de connaissance du couvert végétal complémentaire des bases descriptives des tissus urbains. Cette base trouvera de multiples applications : textures 3D, paysage, chaleur en ville, biodiversité, etc.

Les mises à jour des bases de données « Espaces verts et boisés ouverts au public » et « Jardins collectifs », qui servent notamment de support au Plan vert, ont été consolidées. Une base référençant les 132 arbres remarquables d'Île-de-France a par ailleurs été constituée dans le cadre d'un partenariat entre le conseil régional, l'association A.R.B.R.E.S. et L'Institut.

LE MOS DANS TOUS SES ÉTATS

Un nouveau document de référence, *Le MOS : révélateur des territoires*, a été publié. Il apporte toutes les informations nécessaires pour comprendre l'outil « Mode d'occupation du sol », depuis la phase de fabrication jusqu'au mode d'emploi, explique ses utilisations et envisage des applications futures.

En complément, un nouveau référentiel a été élaboré, un « Mos + », prenant en compte les routes de moins de 25 km, les parkings, les espaces publics, les trottoirs... Il permettra, par exemple, d'alimenter les travaux sur le Zan, notamment de caractériser la perméabilité des sols et donc les possibilités de désartificialisation. Une *Note rapide* (n° 855) rend compte de ses apports spécifiques.

Grâce à l'orthophotographie numérique en noir et blanc de l'ensemble de la région (1947-1949) acquise auprès de l'IGN, L'Institut a réalisé le Mos 1949 par photo-interprétation, grâce notamment à un partenariat avec le PIREN Seine. Une mise en cohérence des différents millésimes du Mos a été réalisée selon une nomenclature adaptée. Une analyse de 70 ans d'occupation du sol a été publiée via une *Note rapide* (n° 838). Dérivées du Mos, les bases Ecomos des milieux naturels franciliens et Ecoline des éléments naturels des paysages ruraux ont été mises à jour et à disposition en open data.

OPEN ET BIG DATA

Grâce au renforcement de l'infrastructure informatique engagée en 2019, il est possible de produire des services connectés à des données Big Data et des flux en temps réel. L'Institut est en capacité d'enrichir les contenus interactifs, les bases de données et de réaliser des croisements de données à plus grande échelle. En parallèle, le portail cartographique s'enrichit de nouveaux fonds,

cartes et données provenant notamment du captage de flux. La gestion du portail et de ses contenus est améliorée et de nouveaux services en ligne sont créés afin de produire des services innovants.

APPLIS CARTOVIZ

Les Cartoviz sont des cartes interactives développées en partenariat avec Esri France. Elles offrent un accès à une information géographique de référence sur l'Île-de-France, augmentée par de la datavisualisation. En 2020, les nouvelles cartes mises en ligne concernent le gisement solaire des toitures, les lieux de dépôt et l'organisation institutionnelle des déchets, l'offre commerciale, les tissus urbains, les intercommunalités (portraits et compétences) ou encore les bassins d'emplois...

À noter, la Cartoviz sur les zones inondées potentielles (Seine, Marne, Oise et Loing), réalisée en collaboration étroite avec la DRIEE et mise en ligne en octobre 2020, a rencontré un succès public et médiatique remarquable. Soulignée par la presse régionale et cumulant près de 26 000 vues la semaine de sa sortie, c'est la Cartoviz la plus consultée en 2020.

BOUGEOTT

L'Institut a été sollicité par la Région, à la suite d'un travail exploratoire des Café-Carto, pour collaborer à l'application Bougeott et apporter son expertise. Cette appli gratuite propose des itinéraires variés et personnalisés en fonction de sa vitesse de déplacement (marche, course) ou de son environnement (nature, ville, au bord de l'eau, forêt). Elle fournit également des informations détaillées sur les points d'intérêt culturels et naturels qui jalonnent les parcours.

INFOGRAPHIES ET CARTOTHÈQUE

La cartothèque s'est enrichie de nouvelles cartes : occupations du sol en 1949, 1982 et 2017, tissus urbains franciliens, bois et forêts d'Île-de-France, espaces verts d'Île-de-France, stations Véligo d'Île-de-France. Deux posters ont été conçus : Origine et qualité (AOP, IGP, exploitations bio), L'île aux trésors (patrimoine bâti, jardins et musées de grande couronne à moins de 20 min à pieds d'une gare), ainsi que des planches d'infographies spécifiques : Journée de la femme, enquête Sentiment d'insécurité.

COMMUNICATION ET DOCUMENTATION

DE BONNES RETOMBÉES MÉDIATIQUES

Portés par les questionnements soulevés par la pandémie, les travaux de L'Institut et ses départements ont trouvé un fort écho dans la presse : en 2020, ils ont été repris dans 626 articles de presse écrite, TV et radio, auxquels se sont ajoutés 40 articles web « pure players ».

L'ÉVÉNEMENTIEL EN DISTANCIEL

Dès mars 2020, pendant le premier confinement, L'Institut a basculé l'intégralité de ses colloques et rencontres en webinaires, notamment le cycle d'ateliers sur l'objectif ZAN. Au total, ce sont une vingtaine de webinaires qui ont été organisés, attirant un peu plus de 3 600 participants...

DES ÉDITIONS REMARQUÉES

Au début de l'été 2020, L'Institut a publié son premier *Cahiers* sur le sport : *Bouger ! Le sport rythme la ville*, n° 177, ou plus exactement sur le rôle du sport dans les stratégies d'aménagement. Un peu plus tôt dans l'année était sortie la version anglaise du *Cahier* n° 176 : *Cities change the world*.

La production de *Note Rapide* a atteint un record : 50 numéros publiés en français, auxquelles il faut ajouter neuf éditions traduites en anglais. Une quarantaine d'études et dossiers techniques ont été publiés, ainsi d'autres documents : dépliants, fiches techniques pour l'AREC, guide pédagogique pour l'ARB... Enfin, L'Institut a édité l'album anniversaire de ses 60 ans d'existence, de Paul

Delouvrier à nos jours : *Six décennies d'anticipation en Île-de-France*. Nos experts d'hier et d'aujourd'hui y passent en revue les innovations (imagi)nées entre les murs de L'Institut et devenues réalité (RER, villes nouvelles...) ainsi que celles que nous anticipons pour demain. Un ouvrage richement illustré grâce au concours de la médiathèque.

DIGITAL : MOBILISATION GÉNÉRALE

À situation exceptionnelle, communication d'exception. L'Institut a su s'adapter dans l'urgence du confinement et de la crise sanitaire pour répondre par de nouveaux contenus et de nouveaux supports : diffusion des *Chroniques des Confins*, série web sur la pandémie et de ses conséquences ; enquête Médiamétrie sur les comportements et les aspirations des Franciliens, publiée à chaud en juin 2020 ; basculement en webinaires du cycle d'ateliers sur l'objectif zéro artificialisation nette... Enfin, la création d'un tableau de bord mensuel de la mobilité, lancé à la fin de l'année, a permis de suivre l'évolution des déplacements, au regard des confinements et du télétravail. Cette mobilisation s'est traduite par une forte augmentation du nombre de visites du site web (+ 24 %), soit plus de 450 000 visites à l'année, et du nombre de pages vues (+ 10 %), qui dépasse le million pour la première fois. Pour la plupart (plus de 86 %), il s'agit de nouveaux visiteurs.

LE PORTAIL DOCUMENTAIRE SE RENOUVELLE

Le portail documentaire de la médiathèque Françoise Choay a fait peau neuve en 2020, proposant de nouveaux services : mise en avant des nouveautés documentaires, accès à l'ensemble du fonds bibliothèque et photothèque avec des formulaires de recherche améliorés, panorama de presse quotidien, consultations d'ouvrages en ligne, téléchargement de photographies... Plus de 1 400 nouvelles images ont été mises à disposition et des albums iconographiques publiés. L'ensemble de ces services est accessible depuis la rubrique Médiathèque du site internet de L'Institut. Des reportages photos ont par ailleurs été lancés sur une douzaine de belvédères franciliens.

EXPO CHELLES-MONTFERMEIL

Les étudiants en Master 1 de l'École d'Urbanisme de Paris ont arpenté et photographié les villes de Chelles et Montfermeil, situées à l'Est de Paris, pour observer leur perméabilité, c'est-à-dire leur porosité et leur capacité de se laisser imprégner par des éléments extérieurs. Les vues produites interrogent les enjeux sociaux et environnementaux des perméabilités territoriales. Il en est ressorti une exposition réalisée en partenariat avec la médiathèque de L'Institut, ouverte au public du 3 février au 17 mars 2020, date de fermeture de L'Institut pour cause de confinement national.

ICONOGRAPHIE, DOCUMENTATION ET REVUE DE PRESSE

Les documentalistes de la médiathèque (photothèque et bibliothèque) assistent les chargés d'études dans leurs recherches iconographiques. Ateliers du Zan, Memento de l'Environnement, trame noire, résilience des territoires, la médiathèque a fourni de nombreux documents grâce au développement de son pôle veille et à l'enrichissement de la base de données. Elle a également constitué des bibliographies thématiques, afin de fournir les références les plus utiles au regard des axes de réflexion étudiés. La revue de presse quotidienne (générale et spécialisée) a permis à chacun de suivre l'actualité et de constituer des dossiers en fonction de sujets d'études ou d'intérêt très variés.

VIE DE L'ENTREPRISE

La résilience dont L'institut a fait preuve en 2020 illustre parfaitement l'ouvrage mémoriel publié à l'occasion de ses 60 ans. Il a su s'adapter pour accompagner les mutations du territoire francilien, assurer la continuité de ses travaux et respecter sa feuille de route, grâce à la mobilisation de son personnel expert et technique.

LES 60 ANS DE L'INSTITUT

Privé de fête en raison de la pandémie, L'Institut a célébré ses 60 ans, sans tambour ni trompette, autour d'un magnifique ouvrage dédié à ses « Six décennies d'anticipation en Île-de-France ». Publié pour l'occasion, il met à l'honneur le principe d'anticipation et de vision à long terme, si caractéristique de L'Institut, ainsi que le facteur humain, les hommes et les femmes qui ont fait et font toujours L'Institut et ses travaux au service de notre région, leur esprit pionnier, leur intelligence, leurs compétences, leur sens de la didactique, leur esprit d'équipe, leur bienveillance. Une très belle publication qui, par le croisement des plumes des actifs et des anciens, offre un témoignage vibrant du continuum de leur culture et de leur attachement à L'Institut.

TOUTS CONFINÉS

Le 16 mars 2020 à 17 heures, L'Institut Paris Region ferme ses portes, après les annonces des autorités sur les mesures de confinement national pour enrayer l'épidémie de Covid-19. L'ensemble du personnel est mis d'office en télétravail. L'Institut rebondit très vite et se mobilise pour continuer à répondre aux nombreuses sollicitations de ses partenaires. Tout au long de cette année particulière, d'un confinement et d'un protocole sanitaire à l'autre, la poursuite d'activités a été garantie. En effectifs réduits sur site, dans le respect des jauges préconisées, ou à leur domicile, pour la grande majorité d'entre eux, les salariés ont poursuivi les travaux en cours, honoré les échéances et maintenu un niveau

d'activité proche de la « normale », tout se montrant (ré)actifs en appliquant son expertise à tous les sujets d'actualité pour éclairer et accompagner les prises de décision.

EN MODE DISTANCIEL

Le confinement a nécessité la mise en place d'une nouvelle organisation du travail des équipes par un renforcement des moyens informatiques et de communication. L'Institut ayant anticipé depuis plusieurs années la possibilité de travailler en distanciel, il s'agissait surtout de consolider l'infrastructure pour que tout le personnel puisse le faire simultanément dans de bonnes conditions. La dématérialisation des process (validation de documents, ressources humaines, etc.) a été mise en place, assurant une continuité d'activité.

De nouveaux outils ont été déployés pour permettre l'échange et le travail collaboratif à distance, notamment pour des webinaires ou des ateliers accueillant plusieurs centaines de personnes. Les ateliers du ZAN ont ainsi pu se tenir de septembre à décembre 2020, avec entre 300 et 600 participants par session. De nouveaux matériels informatiques ont été confiés aux salariés pour garantir des conditions de télétravail satisfaisantes.

LES RECRUTEMENTS CONTINUENT

Malgré les distances imposées par le télétravail, les nouveaux salariés, alternants et stagiaires, ont pu s'intégrer sans difficultés, grâce à une forte mobilisation des tuteurs. En 2020, L'Institut a connu un important turnover avec pas moins de 15 nouvelles embauches en CDI, 11 embauches en CDD, 8 nouveaux

contrats d'apprentissage ou de professionnalisation M2, 35 stagiaires en M1 ou M2 (stages de 3 à 6 mois).

L'ATRIUM DÉVOILÉ

Les travaux de la nouvelle cafétéria se sont achevés en septembre 2020. La levée des palissades a révélé un nouvel espace de convivialité, plus ouvert, plus spacieux, lumineux et fonctionnel que le précédent, baptisé L'Atrium après un vote issu d'un appel à propositions interne. Espérons que 2021 sera plus propice pour s'y retrouver collectivement sans distances de protection sanitaire.

UN NOUVEL INTRANET

En pleine crise sanitaire, la refonte de l'intranet de L'Institut est arrivée à point nommé au moment où le télétravail était quasiment exclusif. Devenu accessible depuis l'extérieur, dans une nouvelle interface modernisée, il a permis de renforcer le sentiment d'appartenance à un collectif. L'arborescence offre désormais un accès simplifié à l'ensemble des documents internes RH et finances, ainsi qu'aux outils de la vie quotidienne tels que l'annuaire, les formulaires de validation, la gestion des absences, etc. La page d'accueil, orientée « communication interne », permet de prendre connaissance, en un coup d'œil, des dernières actualités de l'entreprise, des mouvements de personnel, de l'agenda collectif, de la revue de presse. Ouvert à l'interaction, chaque page donne la possibilité de réagir aux contenus, voire demander des évolutions. Le personnel l'a immédiatement adopté !

L'Intranet est enfin devenu accessible aux salariés en tous points depuis l'extérieur, avec une simple connexion internet.

LISTE DES PUBLICATIONS

Les rapports d'études

- *Accession à la propriété, de plus en plus réservée aux ménages aisés. 40 ans d'acquisition en Île-de-France*
- *Géographie francilienne des disciplines olympiques et paralympiques d'été (2020)*
- *Accessibilité et attractivité des équipements culturels franciliens*
- *Capitale française de la biodiversité. Climat : la nature source de solutions. Recueil d'actions exemplaires de collectivités locales françaises, 2019*
- *Les déterminants du choix modal. Synthèse des connaissances*
- *Diagnostic de l'Île-de-France dans le cadre de la préparation du contrat de plan État-région et du programme opérationnel régional*
- *L'habitat social intergénérationnel. L'exemple du Val-d'Oise*
- *Depuis ma fenêtre — Les oiseaux*
- *La recharge des véhicules électriques en Île-de-France. État des lieux et perspectives*
- *L'hébergement des personnes à la rue en Île-de-France. Volet 1/2 : s'adapter à un besoin toujours croissant*
- *L'hébergement des personnes à la rue en Île-de-France. Volet 2/2 : les nouvelles formes d'hébergement*
- *Développement (Le) urbain de l'Ouest francilien. Éléments pour la vision territoriale de l'EPI 78/92*
- *Pour des territoires sobres en ressources et circulaires. Enseignements et recommandations*
- *Cytotaxonomie de la flore francilienne - Flore d'Île-de-France, tome 3*
- *Les quartiers culturels et créatifs. Leviers de redynamisation territoriale*
- *Les Franciliens et le Covid-19. Travail, loisirs, consommation, vie sociale : ce qu'ils ont vécu, veulent changer ou garder*
- *La gestion des déchets dangereux franciliens. Production, traitement 2010-2016/2017*
- *Gestion des eaux pluviales et biodiversité. Revue bibliographique et préconisations*
- *Hémopathies malignes. Évolutions et comparaisons en France et en Île-de-France*
- *Aménagements urbains temporaires des espaces publics. Études de cas et analyse multicritère*
- *Influence de caractéristiques urbaines sur la relation entre température et mortalité en Île-de-France*
- *Services de mobilité en free-floating. Retours d'usagers*
- *CHU Grand Paris Nord. Diagnostic de l'offre de logements étudiants*
- *Parc naturel régional du Vexin français. Révision de la charte, diagnostic du territoire*
- *Les « Cordées de la réussite » en Île-de-France. Évaluation*
- *Sentiment d'insécurité dans les transports franciliens. Enquête 2019*
- *Les industries agroalimentaires en Île-de-France*
- *Impact de la crise de la Covid-19 sur l'économie francilienne. Mars à octobre 2020 — Dossier technique.*
- *Quelles politiques sportives au sein des départements de petite et de grande couronne ?*
- *La santé au travail en Île-de-France — Tableau de bord.*
- *La gestion des déchets ménagers et assimilés en Île-de-France : données 2018*
- *Seine Visions 2040. Récit prospectif. Restitution des ateliers prospectifs 2019-2020. Coopération des agences d'urbanisme*
- *Tourisme et transport local en Île-de-France. Panorama du tourisme et desserte des sites par le réseau de transport en commun*
- *Économie circulaire et nouveaux modèles économiques : innover pour réinventer l'économie francilienne*
- *Quel accompagnement pour la transition écologique ?*
- *Logements étudiants et jeunes actifs. Vers une territorialisation des besoins en Île-de-France*
- *Scénarios d'évolution de la population et des emplois : note méthodologique sur les projections par commune en Île-de-France - P+E 2019*
- *Helsinki, City boulevards strategy and projects*
- *Lyon. Regaining the riverfront. Transforming M6/M7 highway corridor*
- *Oslo. Rethinking city fringe highways. Hovinbyen and Østre Aker vei projects*
- *Le logement locatif intermédiaire dans la Métropole du Grand Paris. Constats, perspectives et préconisations*
- *Victimation et sentiment d'insécurité en Île-de-France. Rapport final de l'enquête 2019*
- *Quel développement économique pour le périurbain ? Sélection d'initiatives françaises et franciliennes inspirantes*

Les Cahiers

- N° 177 : Bouger ! Le sport rythme la ville

Les Carnets pratiques

- N° 11 : Redynamiser les cœurs de ville

Note rapide (49)

- N° 831 : Les quartiers culturels et créatifs, leviers de redynamisation territoriale
- N° 832 : Zéro artificialisation nette, un défi sans précédent
- N° 833 : La sécurité à l'heure de l'intelligence artificielle
- N° 834 : Le rôle des associations dans le « retour du vélo » en Île-de-France
- N° 835 : De la maîtrise de l'étalement urbain à l'objectif « zéro artificialisation nette »
- N° 836 : Les espaces urbains au défi de la densification
- N° 837 : Les low-tech, des innovations pour la résilience des territoires
- N° 838 : Décryptage de 70 ans d'occupation du sol en Île-de-France
- N° 839 : L'Île-de-France à la pointe des biotechnologies, des thérapies géniques et cellulaires
- N° 840 : Les forces de sécurité traitent-elles différemment les femmes et les hommes ?
- N° 841 : La maison individuelle en Île-de-France : je t'aime... moi non plus
- N° 842 : Liaison verte de l'Yerres : un projet innovant inscrit dans la durée
- N° 843 : Renaturer l'Île-de-France : vers un territoire plus résilient
- N° 844 : Les Supercyklistier de Copenhague : enseignements pour l'Île-de-France
- N° 845 : Le sentiment d'insécurité dans les transports collectifs franciliens en 2019
- N° 846 : Les villes petites et moyennes des franges de l'agglomération parisienne : nouveaux refuges ?
- N° 847 : Les conditions d'un retour des activités productives dans les métropoles
- N° 848 : Plans climat : où en sont les collectivités franciliennes ?
- N° 849 : Vers un modèle circulaire pour les matériaux de construction
- N° 850 : Transfigurer l'espace public avec des objets de convivialité
- N° 851 : Le bateau autonome cherche son cap
- N° 852 : Les effets des pratiques apicoles sur la santé des ruches en Île-de-France
- N° 853 : Le transport fluvial : un levier indispensable à la transition énergétique
- N° 854 : Les taxis et VTC solidement installés sur la desserte des aéroports franciliens
- N° 855 : Le « MOS+ », un premier pas vers une observation moins binaire du ZAN
- N° 856 : La fiscalité de l'urbanisme : un levier pour le ZAN ?
- N° 857 : Fret fluvial en Île-de-France : crue ou décrue ?
- N° 858 : Valoriser l'azote et le phosphore des urines pour une meilleure sécurité écologique et alimentaire
- N° 859 : Télécommunications mobiles en Île-de-France : en attendant la 5G
- N° 860 : Les trajectoires résidentielles des habitants des QPV
- N° 861 : Les projections de population et d'emploi en Île-de-France
- N° 862 : Quelle gouvernance des déchets après les dernières réformes territoriales ?
- N° 863 : Gérer les déchets du tourisme : onze villes d'Europe inspirantes pour l'Île-de-France
- N° 864 : Quel rôle pour le mass transit en Île-de-France à l'heure de la crise sanitaire ?
- N° 865 : Une modernisation (du Scot à la hauteur de ses enjeux ?
- N° 866 : Le confinement, accélérateur du télétravail ?
- N° 867 : Le confinement : qui l'a mal vécu, et pourquoi ?
- N° 868 : La grande histoire des légumes et de leurs terroirs en Île-de-France
- N° 869 : Mesurer la délinquance par les signalements aux assurances
- N° 870 : Un nouvel outil d'analyse des formes urbaines pour mieux anticiper le développement des territoires
- N° 871 : L'investissement privé dans le parc locatif : des expériences internationales inspirantes ?

- N° 872 : Équipements publics et nouveaux usages, un défi pour les territoires
- N° 873 : Quartiers durables : comment ces projets urbains ont-ils évolué en dix ans ?
- N° 874 : Objectif ZAN en Île-de-France : un cycle d'ateliers pour fédérer l'action
- N° 875 : Les cordées de la réussite : un parcours éducatif solidaire
- N° 876 : Logement locatif intermédiaire : quel atterrissage en Île-de-France ?
- N° 877 : La planification régionale face aux enjeux de santé environnementale
- N° 878 : Zéro émissions nettes : de quoi parle-t-on ?
- N° 879 : La redistribution réduit la pauvreté et les inégalités entre territoires

EN ANGLAIS :

- #31: *Cultural and creative districts: levers for revitalising metropolitan areas*
- #32: *Boosting the potential of urban night life*
- #33: *Paris Region at the cutting edge of biotechnologies and gene & cells therapies*
- #34: *Low-tech solutions: innovations for local resilience*
- #35: *Paris Region: profile of a global innovative tech hub*
- #36: *Transforming public space with user-friendly objects*
- #37: *Managing tourist waste: eleven European cities providing inspiration for the Paris Region*
- #38: *Conditions for a return to productive activity in metropolitan areas*
- #39: *What is the role of mass transit in the Paris region given the health crisis?*
- #40: *Zero net land take: an unprecedented challenge*
- #41: *Recovering nitrogen and phosphorus from urine to improve ecological and food security*

Focus Santé de l'ORS (13)

- Surmortalité en période de Covid-19 en Île-de-France. Analyse comparée des vagues 1 et 2 — décembre.
- Quels « travailleurs-clés » lors de la première vague de Covid-19 ? Situation en Île-de-France — décembre.
- Le sommeil des jeunes adultes en Île-de-France — novembre
- La consommation d'alcool en Île-de-France — novembre
- Effets des écrans sur le sommeil des adolescents. Résultat de l'enquête du Réseau Morphée auprès des collégiens et lycéens franciliens — novembre
- Santé des proches aidants et interventions en santé publique. Analyse de la littérature internationale — octobre
- Pollution de l'air et COVID-19. Revue des connaissances, impact des mesures de confinement et enjeux pour l'Île-de-France — septembre.
- Les jeunes en situation de vulnérabilité en Île-de-France. Approche socioterritoriale des indicateurs de santé — août.
- La surmortalité durant l'épidémie de Covid-19 dans les communes et intercommunalités franciliennes — juin.
- La surmortalité durant l'épidémie de Covid-19 dans les départements franciliens — mai.
- Quelle accessibilité à la médecine générale de ville en Île-de-France — mai.
- Tabagisme et inégalités sociales en Île-de-France. Résultats du Baromètre de Santé publique France 2017 — mai.
- Santé mentale en Île-de-France. Rôle clé des médecins généralistes dans le repérage et la prise en charge des patients — avril.

#sportinnov (1)

- N° 3 : Le groupement d'employeurs dans le sport, un dispositif à déployer ?

Les chroniques et articles web (19)

CHRONIQUES DES COMMUNES FRANCILIENNES 2020

- Intercommunalités en Île-de-France : derniers ajustements avant les élections — 30/01/2020
- Tout ce que vous devez savoir sur les élections municipales et intercommunales 2020 en Île-de-France — 12/03/2020
- Qui va diriger les communes et intercommunalités franciliennes dans les mois à venir ? — 15/04/2020
- Territoires et enjeux du second tour des municipales en Île-de-France — 25/06/2020

- Municipales 2020 : la « nouvelle » carte politique de l'Île-de-France — 10/07/2020
- Retour sur les municipales 2020 : les « nouveaux » profils des maires et présidents d'intercommunalités en Île-de-France — 26/11/2020

CHRONIQUES DES CONFINIS

- Absorber le choc, préparer le rebond — 9/04/2020
- Les données personnelles au cœur de la lutte contre l'épidémie — 9/04/2020
- Covid-19 : les villes mobilisées dans la police du confinement — 15/04/2020
- Ce que le confinement nous apprend sur la nature (et sur nous-mêmes) — 16/04/2020
- Les villes face aux crises sanitaires : entre densification et déconcentration — 21/04/2020
- Après le confinement, quelle stratégie pour les espaces publics métropolitain — 30/04/2020
- La confiance, la boussole, l'investissement : comment redémarrer l'économie de l'Île-de-France ? — 7/05/2020
- Accès aux services et aux commerces par temps de crise : inégalités et solidarités locales. — 14/05/2020
- Comprendre le système alimentaire pour dépasser la crise — 14/05/2020
- L'avènement d'un urbanisme des communs — 28/05/2020
- Quelles formes urbaines dans le monde d'après ? — 18/06/2020
- Crise Covid : des travailleurs sous les projecteurs — 12/12/2020

CHRONIQUES DU LOGEMENT

- La loi SRU : avoir 20 ans en 2020 — 10/12/2020

Chiffres clés/Key Figures (5)

- Chiffres-clés de la Région Île-de-France 2020
- Chiffres clés du sport en Île-de-France 2020
- Chiffres-clés Nord-Est parisien 2021
- Paris Region Key Figures 2020
- Grand Paris Sud Key Figures 2020

Synthèses, actes de conférences et débats (5)

- Comment ça marche en Île-de-France ? Synthèse et ressources du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 17 juin 2020
- Le vélo : nouveau mode de vie, nouveau mode de ville ? Synthèse du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 20 novembre 2019
- La transition : une opportunité pour les quartiers populaires ? Synthèse du petit déjeuner décideurs-chercheurs du 18 juin 2019
- Du pré carré aux ronds-points. Histoire et cultures de l'aménagement. Synthèse du cycle de conférences
- Seine Visions 2040. Actes des ateliers. Restitution des ateliers prospectifs 2019-2020. Coopération des agences d'urbanisme

Fiches et fascicules AREC (8)

FASCICULES

- Énergies renouvelables : panorama francilien
- Énergies et gaz à effet de serre : bilan des productions, consommations et émissions en Île-de-France
- Méthanisation en Île-de-France : enjeux, perspectives et opportunités

MONOGRAPHIES RÉGIONALES

- Rénovation énergétique des copropriétés en Île-de-France

MONOGRAPHIES TERRITORIALES

- Rénovation énergétique des copropriétés # 7 Communauté d'agglomération de Plaine Vallée
- Rénovation énergétique des copropriétés # 6 Établissement public territorial Paris Terres d'Envol
- Rénovation énergétique des copropriétés # 5 : Établissement public territorial Paris Ouest la Défense
- Rénovation énergétique des copropriétés # 4 : Communauté d'agglomération de Paris-Saclay

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE :

- Six décennies d'anticipation en Île-de-France. De A à Z.
- Mode d'occupation du sol. Le Mos, révélateur des territoires

Seine Grand Lacs

Pierre Lesage/Flickr, CC

Pierre Doyen/CC-BY-NC-ND 2.0

Jeanne Menjoulet/Flickr/CC

HORS PROGRAMME PARTENARIAL

EN FRANCE

- **Ademe** : étude sur les aménagements d'espaces publics temporaires liés à la crise sanitaire pour la convivialité, les déplacements et les commerces (benchmarking avec entretiens dans des villes françaises, européennes et d'Amérique du Sud et du Nord) ; en tandem avec la Caisse des dépôts et des consignations Biodiversité, pilote de la démarche, accompagnement de la structuration de la dynamique initiée par l'Ademe en faveur de l'objectif de ZAN (AMI Zan). RTE et ENEDIS : réalisation d'une étude sur les modalités de régulation des data centers dans trois métropoles européennes (Dublin, Amsterdam, Stockholm) accompagnée de recommandations intéressantes pour la France.
- **EPTB Seine Grand Lacs** : analyse coût-bénéfice et multicritères du projet de casiers-pilotes de la Bassée finalisée pour dépôt en commission mixte inondation au premier trimestre 2020 (projet validé) ; diagnostics de vulnérabilité aux inondations et propositions de plan d'actions des CA Pays de Meaux et de Marne et Gondoire.
- **IDFM** : analyse comparative de la sécurité dans les transports en commun pour Île-de-France Mobilités des réseaux de Madrid, Berlin, Bruxelles, Londres, New York, San Diego et Washington, avec un petit détour par la Chine.
- **Melun Val de Seine** : diagnostic territorial, du recensement des opérations d'aménagement en vue d'alimenter les données d'entrée pour la modélisation de trafic, ainsi que de l'élaboration d'un plan de circulation des poids lourds sur l'agglomération. Appel d'offres remporté en partenariat avec Explain.
- **SNCF-Réseau** : étude sur les impacts territoriaux du projet d'embranchement ferroviaire Roissy-Picardie, en partenariat avec les agences d'urbanisme d'Amiens et de Oise-la-vallée.
- **Polynésie française** : élaboration du schéma d'aménagement général de la Polynésie française et de ses documents annexes (PADD, documents d'orientations générales et schémas d'archipels). Fin de projet.
- **EPT Plaine commune** : définition d'une trame active ludique et sportive sur le territoire.
- **AQC** : participation au projet Profeel sur le financement de la rénovation énergétique des bâtiments existants

À L'INTERNATIONAL

- **Europe** : L'Institut participe à deux projets Horizon 2020, à savoir Energiee-Watch (montée en compétence des autorités publiques régionales et locales dans le domaine de l'énergie et du climat) et Regreen (solutions fondées sur la nature), et un projet Interreg Nord-Ouest Europe, Clean Mobile Energy (smart grids et mobilité électrique).
- **Maroc** : schémas directeurs d'aménagement urbain du Grand Tanger et du Grand Tétouan ; évaluation stratégique de la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement urbain du Grand Casablanca.
- **Tunisie** : charte écoquartier ; remise à niveau de l'Observatoire de l'immobilier et du foncier de la Tunisie ; axes stratégiques de la politique de la ville de la Tunisie.
- **Inde** : révision du manuel des plans de déplacement urbain des villes indiennes.
- **Éthiopie** : rédaction des termes de référence des études de faisabilité des investissements dans les infrastructures des villes intermédiaires à vocation touristique et industrielle.
- **Ouzbékistan** : plan de gestion du site du patrimoine mondial (Unesco) de Samarcande ; stratégie de régénération urbaine de Shakhrisabz.
- **Mongolie** : participation à la production de la nouvelle loi sur l'aménagement du territoire des provinces de la Mongolie.
- **Cameroun** : bus et quartiers de gares d'Abidjan.
- **Vietnam** : amélioration de l'environnement d'Hanoi (mesure et amélioration de la qualité de l'air, logistique urbaine, gestion des déchets).

LES MEMBRES DE L'INSTITUT PARIS REGION

AU 1^{er} JUILLET 2021

CA janvier 2020.

**Présidé par Valérie Pécresse,
Présidente de la Région Île-de-France,
L'Institut comprend quatre collèges :**

Collège Région (17 voix)

- Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France et 13 conseillers régionaux
- Éric Berger, président du Ceser et 2 conseillers

Collège État (4 voix)

- Marc Guillaume, préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris
- La direction régionale de l'Insee
- La direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT - 2 représentants)

Collège collectivités (7 voix)

- L'établissement public interdépartemental Yvelines - Hauts-de-Seine
- Le conseil départemental de L'Essonne
- Le conseil départemental du Val-d'Oise
- Le conseil départemental de Seine-et-Marne
- L'Association des maires d'Île-de-France (Amif)
- La Métropole du Grand Paris
- Le Forum métropolitain du Grand Paris
- L'EPT Grand Paris Sud Est Avenir
- L'EPT Est Ensemble
- L'EPT Vallée Sud Grand Paris
- L'EPT Grand Paris – Grand Est
- L'EPT Grand Orly Seine Bièvre
- La CA Paris Saclay
- La CA Versailles Grand Parc
- La CA Saint-Germain Boucles de Seine
- PNR Oise Pays de France

Collège organismes (7 voix)

- La direction régionale de la Banque des Territoires
- BPI France
- La chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France
- L'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe)
- L'agence des espaces verts d'Île-de-France (AEV)
- L'office français de la biodiversité (OFB)
- L'établissement public foncier d'Île-de-France (EPF ÎDF)
- L'agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS)
- L'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF)
- Île-de-France Mobilités (IDFM)
- RATP
- SNCF
- La Société du Grand Paris (SGP)
- L'EPA Paris Saclay
- IGN

Retrouvez les membres
de l'association
sur notre site internet :
<http://bit.ly/aglinstitut>

www.institutparisregion.fr

L'INSTITUT PARIS REGION
15, RUE FALGUIÈRE - 75740 PARIS CEDEX 15 - TÉL. : 01 77 49 77 49